

# Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

UNE INTERVIEW AU LIBERTAIRE

## JOAQUIN ASCASO

Ancien Président du Conseil d'Aragon

### nous parle :

Un des meilleurs militants internationaux de l'anarchisme, qui se trouve en Espagne depuis le début des événements, a rencontré récemment notre ami Joaquín Ascaso, à Barcelone. Pour le Libertaire, il a recueilli les vues et impressions de Joaquín et a réussi à nous les faire parvenir. Nous les publions sous le pseudonyme de Saïda.

Dans le cours du mois de mars dernier, dans le bureau de Aurelio Fernandez au secrétariat de la défunte « Junta de Seguridad Interior », j'avais le plaisir de faire la connaissance de Joaquín Ascaso, président du Conseil de Défense d'Aragon.

On m'avait parlé de lui dans les termes les plus sympathiques. Les camarades internationaux qui avaient eu affaire avec lui en étaient littéralement enthousiasmés. En effet, c'était grâce à sa farouche énergie et à ses dons de véritable réalisateur que le communisme libertaire avait pu s'imposer pour la première fois, comme une vivante réalité.

Mais ce qui frappait le plus en lui, c'était sa modestie. Jamais je ne l'avais entendu prononcer le mot « moi » et il tenait toujours à préciser que ce qui avait été fait en Aragon était dû à la bonne volonté de tous.

Quoi qu'il en soit, cette bonne volonté avait réalisé de si grandes choses, elle avait si fortement montré la puissance des capa-

cités constructives du communisme libertaire que la contre-révolution aux abois devait en décider la liquidation. A cette fin tous les moyens, surtout les plus sales, furent employés.

Comme les lecteurs du « Libertaire » le savent, le Conseil d'Aragon a été dissous et notre camarade, sous la plus ignoble des inculpations, fut arrêté. Peut-être lui auraient-ils joué un mauvais tour, heureusement pour lui la C.N.T. et la F.A.I. sont encore de trop gros morceaux à avaler et on a dû, bon gré mal gré, lâcher prise et le remettre en liberté.

Aussitôt, avant de retourner en Aragon pour tâcher de réorganiser ce que les autres dans leur haine contre-révolutionnaire voulaient détruire, il est venu passer quelques jours à Barcelone. C'est donc là que par un heureux hasard j'ai eu la joie de lui serrer la main.

Je venais de recevoir le « Libertaire » que j'avais étalé sur ma table de travail et ses regards y furent attirés.

— Tiens, dit-il, le « Lib ». Si tu écris aux copains de là-bas tu leur remercieras beaucoup de ma part pour la fraternelle campagne qu'ils ont menée en ma faveur ainsi que pour les gentilles choses qu'ils ont écrites sur les réalisations du Conseil d'Aragon. Quand on n'entend que de la calomnie et de l'ingratitude autour de soi cela fait plaisir. A propos, pour leur prouver combien j'y ai été sensible, je viens de leur adresser un télégramme (1).

— C'est très bien de ta part, mais si tu m'accordais, justement une interview pour le « Libertaire ».

— Oh ! retorque-t-il en riant, je ne suis plus grand-chose maintenant, ce ne vaut pas la peine.

### LES SOCIALISATIONS CORRESPONDANT AU VEU PROFOND DU PEUPLE D'ARAGON

— Au contraire. Tu viens à l'instant de me parler de calomnie, or, à l'étranger, on en a lancé de tous les calibres et contre toi et contre le Conseil d'Aragon. Soit, par exemple, le pisser-copie de l'Humanité en Espagne, dans une de ses correspondances à ce journal sur la dissolution du Conseil a prétendu, entre autres saletés, que c'est par la violence qu'avaient été imposées à la population aragonaise les transformations sociales réalisées.

— C'est faux, bondit-il, la population aragonaise dans sa totalité, au fur et à mesure qu'elle se voyait délivrée des hordes franchistes par l'élan irrésistible des milices confédérales accourues, aussitôt après le 19 juillet, à la suite de notre regrettable Durruti, constituait par sa propre impulsion un régime de vie en conformité avec ses aspirations et, quand le Conseil de Défense d'Aragon se forma, comprenant toutes les formations antifascistes de la région, il trouva une voie à suivre tracée par les masses elles-mêmes. Le Conseil que j'ai eu l'honneur de présider n'eut d'autre mission que de canaliser ce qui était le désir général de la population d'Aragon. Dire le contraire c'est basement calomnier.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page.)

## Le conseil national du parti S.F.I.O.

Le Conseil national du Parti S. F. I. O. a clos ses travaux dimanche dernier. Il avait à son ordre du jour deux questions, dont il est inutile de souligner l'importance : la pause et la politique de non-intervention.

Les délégués au Conseil national sont nommés par les congrès des fédérations qui ont pris position sur les points de l'ordre du jour. Les courants d'opinion qui se manifestent à la base trouvent leur expression dans les votes et les mandats des délégués.

La fédération parisienne, qui fut pendant longtemps le fief de la tendance Blum-Paul Faure, donna sa majorité lors du dernier Congrès socialiste à la tendance Zyromski (pro-stalinienne). Quelques mois seulement auparavant, cependant, pour déplacer à nouveau la majorité vers la tendance de la gauche révolutionnaire (foncièrement antistalinienne). Les causes de ce déplacement doivent être attribuées au mécontentement des ouvriers socialistes dû à la politique suivie par les ministres socialistes tant sur le terrain intérieur qu'extérieur. La tendance Zyromski perd son influence à cause de la politique stalinienne en Espagne. Nombreux sont les militants socialistes qui ne veulent pas se solidariser avec la politique de Zyromski qui soutient les Staliniens en Espagne dans leur lutte contre Largo Caballero et la gauche socialiste. La position prise par le Popu est sévèrement jugée et on peut prévoir que l'influence de Zyromski dans la région parisienne sera bientôt liquidée. Le déplacement de la majorité de la fédération parisienne vers l'extrême-gauche montre que les masses ouvrières qui suivent le parti S. F. I. O. entendent s'opposer tant au réformisme qu'à la colonisation stalinienne.

Le Conseil national a voté encore une fois, à une imposante majorité, la confiance aux ministres socialistes. Il est à noter cependant que ce vote n'a pu être obtenu que contre les promesses que la politique de non-intervention sera délaissée.

Léon Blum a répété son couplet sur la nécessité de la non-intervention pour sauvegarder la paix. Notons que son succès a été plus que médiocre. Les militants socialistes, poussés par la base, finissent par se rendre compte des erreurs funestes de la politique de Léon Blum, qui a eu pour seul résultat d'aider Franco à conquérir la moitié de l'Espagne et de permettre à Staline d'étrangler la révolution et de diviser le Parti socialiste espagnol. Les ministres socialistes qui ont promis de reconsidérer la question. Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet.

La pause a été rudement malmenée, mais ce serait naïveté de croire que ceci changera quoi que ce soit à la situation. Marx Dormoy a été vivement pris à partie au sujet du refoulement des réfugiés espagnols et des expulsions massives des antifascistes étrangers. Depuis de longues années on n'avait pas vu une telle représentation s'abattre sur les réfugiés politiques. L'exercice du pouvoir et le néant des conquêtes ministérielles commencent déjà à donner leur fruit. Le désarroi des masses socialistes se manifeste de plus en plus. Il nous appartient de redonner du courage à la classe ouvrière.

## La leçon du 11 novembre

Dix-neuf ans se sont écoulés depuis qu'a pris fin la guerre mondiale. Et il ne s'est pas passé d'année que le retour de cette date anniversaire ne fut marquée par de nouvelles tueries.

L'humanité n'est-elle donc vouée qu'au massacre et à l'auto-destruction ? On se prend parfois à douter que l'homme puisse jamais se défaire de cette barbarie ancestrale qui, à intervalles réguliers, repaît et le pousse en des ruées collectives, contre lui-même.

Et cependant, l'homme ne cesse jamais de réclamer la paix ! Dans le même temps qu'il obéit à ce penchant fatal du meurtre organisé, il en maudit les effets et se jure de les empêcher.

En ce jour de 11 novembre, c'est la constatation qu'une fois de plus nous pouvons faire.

Tout le monde veut la paix. M. Flandin l'estime nécessaire. M. Maurras la sauve tous les jours avec son rasoir de cuisine. M. Herriot l'exige, et M. Blum, sur le dos des Espagnols, l'a sauvée. Reste M. Thorez qui, lui aussi, est prêt à tous les sacrifices pour la maintenir, ces sacrifices pouvant aller à l'occasion jusqu'à l'union sacrée et à la guerre. Car maintenant c'est pour sauver la paix qu'on fait la guerre...

Depuis seize mois tout un peuple est plongé dans le plus sanglant des massacres. Le responsable n'a pas caché dès l'origine qu'il était prêt à sacrifier la moitié de la population espagnole au triomphe de sa dictature. Le peuple qui d'instinct a senti dès la première minute que c'était son destin social qui était en jeu s'est dressé en bloc contre le tyran.

Il eût suffi que les prolétaires étrangers fissent leur devoir pour que en quelques semaines Franco fût défait.

Le prolétariat international a préféré s'occuper d'autre chose.

Certes pendant qu'on se massacre en Espagne, la paix est sauve en France, en Angleterre. Mais pour combien de temps maintenant ? L'Extrême-Orient est à son tour embrasé. L'incendie gagne de proche en proche.

Les tranchées diplomatiques précèdent les autres, les vraies...

Bloc des démocraties, triple antrusse. Toujours bien entendu au nom de la paix et de la civilisation.

« Frères du monde entier tendez-vous vos mains », criaient dès le mois d'août de l'an passé, nos camarades d'Espagne, dans un angoissant appel.

Mais les prolétaires du monde entier ont préféré entendre les appels de leurs gouvernants. Leurs mains se tendent vers les armes qui seront les instruments de leur futur massacre.

Allons, ouvriers, exploités de tous pays, opprimés de tous les régimes, en ce 11 novembre, est-ce à vos bourreaux que vous obéirez ? Le souvenir des quinze millions de morts de la grande boucherie de toutes races, de toutes couleurs, dont les os sont maintenant confondus dans la terre, ne vous donne-t-il pas la plus tragique leçon d'internationalisme ?

## Solidarité Internationale Antifasciste

C'est le titre d'une organisation née en juin, en Espagne, et créée pour l'entraide par la C. N. T., la F. A. I., les Jeunesses libertaires et de nombreuses personnalités littéraires et politiques espagnoles.

Solidarité Internationale Antifasciste est faite pour porter secours aux victimes du fascisme mondial ; mais tant que les événements d'Espagne seront ce qu'ils sont, tant que les antifascistes espagnols soutiendront cette lutte surhumaine contre Franco et contre des secteurs politiques plus désireux d'imposer leur détestable hégémonie que de participer loyalement à la défaite de l'ennemi commun, Solidarité Internationale Antifasciste se consacrera exclusivement à la défense de l'Espagne ouvrière.

Solidarité Internationale Antifasciste survivra, toutefois, aux événements d'Espagne ; c'est le désir de ses créateurs que cette œuvre ne cesse son action bienfaisante qu'au moment où le fascisme sera mis en déroute partout dans le monde.

\*\*

Voilà déjà longtemps que le Comité pour l'Espagne Libre avait été pressenti pour opérer sa transformation et devenir : la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste. Le Congrès de l'Union Anarchiste vient de répondre par un OUI chaleureux et unanime.

Pouvait-il en être autrement ? A l'appel pressant de nos frères d'Espagne pouvions-nous moins faire que de nous affirmer, d'une seule voix, d'un pareil élan et d'un même cœur, partisan, envers eux d'une solidarité élargie ?

Le Comité pour l'Espagne Libre a donc vécu... après avoir bien travaillé.

Un autre organisme, qui a pour but d'amplifier les efforts faits jusqu'ici pour l'Espagne antifasciste, est en formation.

Vive donc la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste !

\*\*

Comment vivra et se développera la Solidarité Internationale Antifasciste ? Nous l'expliquerons la semaine prochaine.

Nous pourrions ensuite marcher à fond, agir hardiment, faire en sorte que le peuple français n'oublie plus qu'il se passe quelque chose de l'autre côté des Pyrénées ; quelque chose d'immense, mais qui ne se déroule pas sans alternatives cruelles ; quelque chose qui nécessite là-bas des sacrifices inouïs, des privations extrêmement pénibles. Il faut absolument que grâce à la Solidarité Internationale Antifasciste l'ouvrier français comprenne qu'il a des responsabilités dans le drame qui bouleverse tout un pays, qu'en tout cas la persistance de Franco et de ses commanditaires lui est imputable.



## “ LA MAIN TENDUE AUX CATHOLIQUES ”

Comment, après avoir “revalorisé” le nationalisme, M. Thorez redore le blason du cléricisme

On se demande ce qu'il restera bientôt de communiste, voire même de socialiste dans la nouvelle doctrine prêchée depuis deux ans par les employés de Staline. Chaque jour démantèle un peu plus l'édifice idéologique construit par les prophètes du marxisme-léninisme, etc...

Ce qui est à souligner, c'est le phénomène d'illusion collective dont sont dupes, très souvent de bonne foi, les militants de base du P. C. Le parti communiste, nouveau Janus, affectait d'avoir deux visages, l'un tourné vers l'extérieur, bonhomme, souriant, accueillant à tous ; l'autre, sévère, rigide sur les principes à l'usage des militants recrus.

Sous le prétexte de la tactique, il fut ainsi facile de verser dans l'opportunisme le plus relâché. On reprit aux nationalistes, la Marcellaise, la Patrie et l'on revendiqua la France aux Français.

On exhuma les sans-culottes, la Révolution, Valmy, tout le bric-à-brac tricolore et un beau matin, tout le parti communiste, du sommet à la base, se révéla patriote.

Là, la besogne avait été assez facile, en raison du vieux fonds de patriotisme qui imprègne toujours le cœur de l'ouvrier français.

Aux militants inquiétés par l'exploitation basement xénophobe de ce sentiment, on répondait : tactique.

La besogne fut moins aisée pour le rap-

prochement avec les catholiques. Les militants communistes furent plus durs à se laisser convaincre. Dans leur for intérieur, ils regimbaient. C'est qu'il est difficile de prêcher aux autres ce que l'on condamne profondément dans le fond de soi-même.

Le cléricisme, inséparable en France de la doctrine chrétienne, n'a pas bonne presse chez les ouvriers éclairés. Aussi les militants communistes se font-ils tirer l'oreille. De là la nécessité urgente de les convaincre à leur tour qu'une entente loyale est très possible entre catholiques et communistes — et surtout entre curés et militants — et que ce n'est pas seulement une tactique, mais une nécessité politique contre laquelle ne s'inscrirait en faux aucune objection de doctrine.

C'est ainsi que Thorez s'est adressé l'autre jour dans son discours de la Mutualité à : *Communistes et Catholiques, mains tendues...* non à la masse électorale, mais AUX CADRES MEMES DU PARTI.

Ce discours, disons-le, était fort bien fait, il a tout ce qu'il faut pour plaire à des braves types facilement épatés par quelques citations d'allure savante. Il a une apparence de ton élevé, qui « fait sérieux ». Il cite saint Paul, Léon XIII, Pie XI, d'Holbach et le Père Ducatillon. Il cite aussi la Sainte Trinité, Marx-Engels-Lénine, mais sans cependant rappeler que le dernier a dit de

la religion qu'elle était « l'opium du peuple » et que ses racines sociales sont un « aspect de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout sur les masses populaires » (cité par le Guide de lecture par l'étude du marxisme, page 52, Bureau d'Éditions).

On trouve aussi tous ces lieux communs que M. Thorez reprend aux historiens bourgeois sur la « légende » de la barbarie médiévale. Voilà un couplet sur les cathédrales :

Est-il possible d'évoquer sans émotion les siècles qui ont vu s'élever vers le ciel les fleches de nos magnifiques cathédrales, ces pures joyaux de l'art populaire, qui protestent de toutes leurs vieilles pierres — vivantes pour qui sait les comprendre — contre la légende du sombre moyen âge.

Mais à l'époque, la masse qui construisait les cathédrales peinait et souffrait tout comme aujourd'hui. Que M. Thorez étende ses lectures. Nous lui signalons l'Histoire de l'Inquisition, de Lea, qui fait autorité. L'historien américain écrit (je cite de mémoire, n'ayant pas la référence écrite sous les yeux, mais je garantis le sens) : « Quand on admire les cathédrales, on oublie trop souvent quelle somme de misère, quelles exactions elles représentent pour le peuple. »

Ernest LOUIS.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

La seule flamme à ranimer :

Celle de l'internationalisme prolétarien

Compagnons de langue française, vous voilà une fois de plus à l'honneur... et à la peine. A l'honneur puisque c'est à vous que les camarades espagnols confient le développement de cette Solidarité Internationale Antifasciste dont ils espèrent tant. A la peine... n'en parlons pas, car ce sera avec plaisir que vous deviendrez les animateurs de la S. I. A.

Dans une semaine la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste aura vu le jour ; elle sera adulte aussitôt ; car aussitôt elle accourra au secours de nos frères d'Espagne. Cette S. I. A., amis lecteurs, n'aura pourtant de valeur que par vous ; elle ne se montrera à la hauteur des circonstances que si vous savez y être vous-mêmes.

Mais notre foi en l'activité des anarchistes français est grande, et grande aussi notre espérance de les voir répondre aux appels angoissés qui leur sont adressés.

LE SECRETARIAT DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA S.I.A.

A propos du pacifisme “absolu” (1)

## Une objection valable ? Non

Avant de conclure, je veux répondre brièvement (car cette étude est déjà longue) à deux objections que les pacifistes “absolus” semblent estimer sans réplique.

PREMIERE OBJECTION : « La violence a toujours engendré la violence. Elle peut détruire, mais elle ne peut édifier. L'expérience atteste que, lorsque c'est par des moyens violents qu'un régime a été abattu, c'est encore et toujours à des moyens violents que le régime suivant a recouru pour se maintenir. La violence ne met pas fin à la violence ; elle la perpétue. C'est un fait constant et sans exception qui a toute la valeur d'une loi de l'histoire ». Les pacifistes intégraux doivent donc rejeter et condamner sans réserve d'aucune sorte l'emploi des moyens violents. »

Si je n'étais pas décidé à limiter à l'essentiel le champ de la discussion, je pourrais, remontant le cours des siècles, apporter aisément et abondamment la preuve que les changements de régime que vise cette objection n'ont, en aucun cas, correspondu à une destruction réelle et durable des conditions de vie sociale qu'il s'agissait de transformer fondamentalement.

Les divers régimes : droit de la force brutale, droit divin, droit démocratique, se sont succédés, sans que la condition politique, économique et morale des populations laborieuses s'en soit trouvée positivement transformée, ni même sensiblement modifiée.

Ici : patriciens, seigneurs et capitalistes ; là : plébéiens, roturiers et prolétaires ; c'est, sous des appellations différentes, l'aspect uniforme et quasi identique d'un état de choses, c'est-à-dire d'un régime social qui, à peu de chose près, est resté le même.

Les mots ont changé, c'est vrai ; mais rien que les mots. Les étiquettes ont varié, c'est exact ; mais les étiquettes seulement. Car les maîtres actuels n'étant, somme toute, que les successeurs des maîtres du passé et les prolétaires d'aujourd'hui n'étant que les continuateurs des serfs d'hier et des esclaves d'avant-hier, qui oserait prétendre sérieusement et raisonnablement soutenir que les conditions sociales ont été, quant au fond, transformées ?

On a baptisé « révolutions » des secousses, des ébranlements, des coups de force dont, en réalité, les résultats ont été nuls ou à peu près.

En vérité, si l'on veut bien tenir compte de ce que signifient, pour nous, ce mot formidable : « la Révolution » et son contenu plus formidable encore, nous sommes en droit d'affirmer qu'il n'y a jamais eu de révolution véritable, que l'histoire n'en a pas enregistré une seule et que, conséquemment, nulle « loi de l'histoire » ne peut trouver sa démonstration dans une prétendue série d'expériences dont la première est encore à faire.

\*\*

Eh ! Oui. Bien sûr ! Quand des brigands convoitent et se disputent une proie, il advient inévitablement que ceux qui réussissent à l'arracher par la force à ceux qui ne l'avaient conquise et ne la conser-



vaient que par la force, sont, à leur tour, mis dans la nécessité, pour la conserver, d'user de la violence.

Il ne peut en être autrement et, dans ce cas, il est juste de soutenir que la violence a engendré, engendre et engendrera toujours la violence et qu'elle s'avère, ainsi, impuissante à la tuer, puisque, victorieuse ou vaincue, elle la continue et, parfois même, va jusqu'à la renforcer.

Mais, qu'on relise attentivement mon précédent article : « Il y a violence... et violence » et on comprendra que le drame grandiose dont le prodigieux déroulement n'est plus qu'une question de temps et que nous appelons « la Révolution Sociale » n'a rien de commun avec les médiocres « levers de rideau » qu'on se plaît à nous présenter comme des révolutions.

Répetons-le et ne nous lassons jamais de le dire et de le redire :

Les anarchistes ne sont pas des brigands dont le but est de chasser du pouvoir les brigands qui le détiennent, afin de s'y installer à leur place, car ils se refusent à commettre un acte qui leur paraît odieux, n'ont jamais tenté d'exploiter la crédulité, l'ignorance et la moutonnerie des masses en leur enseignant que l'autorité est socialement utile, nécessaire, équitable, qu'elle est néfaste entre les mains des autres, mais qu'elle deviendra bienfaisante entre les leurs. Les anarchistes ont déclaré toujours et ils affirment inlassablement que l'autorité est mauvaise en soi, irrémédiablement et quels que soient ou puissent être ceux qui la possèdent. Ils ne se battent pas et ne se battront jamais pour conquérir l'Etat mais, au contraire, pour briser tous les ressorts de la machine gouvernementale. Ils ont le mépris, le dégoût et l'horreur de l'autorité qu'on exerce autant que de celle qu'on subit.

Résolus à fonder un milieu social d'où seront bannis tous les maîtres politiques et économiques : ceux de l'Etat et ceux du capitalisme, ils ont la certitude que la violence disparaîtra d'elle-même d'un tel milieu, non pas parce que les humains seront subitement devenus de doux et paisibles agneaux, mais tout simplement parce que l'emploi de la violence aura cessé d'être rendu nécessaire.

Qui dit autorité dit violence. Qui dit liberté dit entente.

C'est le principe d'autorité qui, dans ses innombrables applications, rend indispensable l'intervention des moyens violents ; car on ne peut pas concevoir l'exercice d'un pouvoir qui n'aurait pas à son service un appareil de force capable de contraindre et d'imposer par la force matérielle.

Les brigands peuvent changer tant et plus ; les cliques gouvernementales peuvent se succéder encore et encore ; mais la violence demeure car elle est inséparable de l'autorité. Ce n'est qu'en abolissant celle-ci qu'on parviendra à supprimer celle-là.

Est-ce clair ?

Pacifistes absolus, réfléchissez. Et vous comprendrez que, si votre fameuse objection : « la violence engendre la violence » s'applique victorieusement à tous les régimes qui, quelle que puisse être leur diversité dans le détail, procèdent, dans l'ensemble, du principe d'autorité, elle s'effondre lamentablement lorsqu'on tente de l'appliquer à un régime libertaire.

Réfléchissez.

Sébastien FAURE.

(A suivre.)

P. S. — Je pensais mettre, aujourd'hui, le point final à cette étude. Sur le point de partir en tournée de propagande, le temps me manque. Ce sera pour bientôt.

S. F.

(1) Voir « Le Libéraire », n° 563, 566, 567, 570, 571 et 572.

## La mort de deux bons copains

Cette semaine, deux bons camarades doublés d'excellents militants disparaissent, dans des accidents du travail.

C'est d'abord Marcel Gillet, cheminot, bien connu dans la région de l'Oise pour son dévouement à notre cause, qui a trouvé la mort dans l'accident de chemin de fer survenu ces jours derniers à Creil.

Et notre ami Laprade, de Meudon, âgé de 53 ans, et qui, travaillant sur un toit rue Lecourbe, a fait une chute mortelle.

Laprade avait été anarchiste dans sa jeunesse, puis plus tard, adhérent au Parti Socialiste, il devint conseiller municipal de Meudon. Mais il revint vite aux idées anarchistes et déploya une grande activité, organisant la diffusion du « Lib » à Meudon. Que les familles et les amis de ces deux regrettés camarades trouvent ici l'assurance de notre fraternelle sympathie dans le malheur qui les frappe.

L'Union Anarchiste.

## La solidarité pour Léger

Listes remises au camarade Guyard : Panhard, 67 fr. 50; Camis, 103 plus 7 fr.; Guyard, 70 fr.; Liore, 141 fr.; Râteau, 138 fr.; 199, 35 fr.; Giancoli, 59 fr.; liste passée au congrès, 243 fr.; Nieupert, 78 fr.; Banlieue-Sud, 25 fr.

Les camarades qui n'ont pas remis leurs listes sont priés de les renvoyer au « Lib. » pour remettre au camarade Guyard.

## NOTE DE LA REDACTION

Par décision de la C. A., tout ce qui concerne la rédaction du *Libéraire* devra être adressé à L. Ander, la page syndicale à Cam, les rubriques Voix de Province et Paris-Banlieue à Rollet, et les communications de groupes (Vie de l'U. A.) au secrétaire de l'U. A.

# Les belles familles

Il y a certains faits divers dont l'atrocité, crûte, dépouillée de toute littérature, pourrait mieux servir que n'importe quel pamphlet à la condamnation de la Société que nous subissons. Mais, telle est l'abondance des crimes quotidiens à son actif, que leur horreur s'atténue ou s'annihile aux yeux d'une multitude asservie à ce qu'elle considère comme inévitable, et résignée, grâce à l'astuce de ses maîtres, aux fléaux dont ils profitent.

C'est pourquoi, sans redouter de vaines protestations, sans troubler nullement la quiétude des repus moyens, sans faire ruer le prolétariat dans les boxes respectifs d'un quelconque parti où sa candeur l'immobilise, la grande presse a pu apprendre l'autre jour à ses lecteurs qu'un *métayer, âgé de 34 ans, vivant dans la misère avec sa femme et ses onze enfants, s'est suicidé après avoir vu sa famille s'augmenter de deux nouveaux venus, deux jumeaux...*

Une belle famille, n'est-ce pas ? Son nom, Julien Chatain, le lieu où elle se multiplia, Puygamon dans la Dordogne, l'âge des époux, leur permanente fécondité, tout cela forme un tableau exemplaire, très « bon Français », très « bien pensant », très « honnête travailleur ». Et cela mérite quelque chose !

— Le grand prix Cognac ?

— Pas encore, mon brave ; le compte des gosses n'y est pas, mais prenez donc ceci en attendant.

Un secours accordé par la municipalité et voilà Julien Chatain qui rentre chez lui tout vaillamment... sa femme va être contente... on va pouvoir s'occuper du trousseau de « l'autre », celui qui va venir et qui gonfle déjà le tablier... Et puis on l'aura bien un jour ce Prix Cognac ! Pour l'instant, on est quelqu'un... C'est écrit « sur » le journal ! Tenez, c'est ici, en grosses lettres, en première page : *Les belles familles françaises, Puygamon, Julien Chatain.*

Et soutenu par les exhortations de l'our-niaux, cité en exemple par son député le jour de la fête communale, Julien Chatain continue. Chaque année, sa femme met bas, et le huitième enfant a fait irruption dans le taudis où grouillent les autres qui crient famine.

Cette fois, c'en est trop ! Ca ne peut pas continuer comme ça, murmure le père, il faudrait tout de même...

Il faudrait quoi ?

Lui et sa femme ignorent l'ABC de la question sexuelle ; ils n'en ont appris que ce que les bêtes en savent !

Pourtant, dans la tête de Julien Chatain, des idées s'agitent : ne pouvant nourrir sa marmaille, les affirmations des républicains lui apparaissent vides de sens. Et il attend, impatient, la venue prochaine d'un orateur qui doit parler dans sa commune sur la *nécessité de limiter les naissances*.

Eh eh ! pense Chatain, il y a peut-être des moyens pour ça !

Mais où est-il, l'orateur ? Qu'est-il devenu ? Renseignements pris, Chatain apprend qu'on vient de le mettre en prison !

Trois années passent ; trois enfants s'ajoutent à la nichée ; ça fait onze. Et, l'hiver suivant, deux jumeaux affaiblis par leurs vagissements leur droit à l'existence. Mais le buffet est vide et l'épicière refuse le moindre crédit.

Alors, déçagé par cette force qu'il ignore, qu'il appelle le « Sort », la « Fatalité », et derrière quoi grimacent le visage du législateur et celui du prêtre, Julien Chatain ne pense plus qu'à s'y soustraire en se donnant la mort.

Il s'est pendu dans l'étable voisine : la mère est au plus mal et geint parmi ses treize enfants qui se tordent dans leurs langes maculés. L'orateur est toujours en prison.

Ces résultats suffisent pour prononcer l'anathème contre une société, alors même qu'on ne la considère qu'en temps de paix, c'est-à-dire en son plein épanouissement, en pleine conscience d'elle-même, dans la sérénité de son Ordre et de son Harmonie.

Pour ce qui est du suicide, on peut déplorer

son ignorance et le considérer comme l'agent direct de la misère qu'il a semée autour de lui, une chose demeure indiscutable : c'est qu'il est lui-même une victime de la société qui l'a poussé à se donner la mort en se montrant impuissante à secourir la misère où elle l'avait acculé par ses enseignements.

Pour ce qui est de la veuve et de ses enfants, pour ces « faits-par-hazard » ou ces « pas-faits-express », la responsabilité de la société est enclos dans cette question qu'elle se pose à elle-même : *Que vont-ils devenir ?* Et cette responsabilité devient presque illimitée puisqu'elle s'étend au devenir de quatorze personnes nées dans la misère et dans la maladie.

Quant à l'orateur emprisonné, si son destin est moins tragique, si je me vois dans l'impossibilité de le présenter sous un nom particulier (puisque j'ai résumé en lui tous les propagandistes du néo-malthusianisme qui furent victimes des lois scélérates), son réquisitoire n'en sera pas moins formidable, car les entraves qui furent apportées à ses enseignements et la répression dont il est victime à la suite de sa propagande constituent un des crimes les plus gros de conséquences dont la société devra un jour répondre devant des juges qu'elle n'aura point nommés !

C'est, en effet, cette répression, ces abominables lois en faveur de l'insouciance sexuelle, ceux qui les ont faites et ceux qui les appliquent, depuis le procureur général jusqu'au gendarme, qui sont responsables du suicide de Julien Chatain, de la destinée de sa femme, de ses enfants et des innombrables victimes qui s'ajoutent chaque jour à la liste des crimes d'une civilisation postiche. Ici, c'est une ouvrière qui s'évanouit parce que, n'ayant pas le droit de se confier à une clinique, elle a pratiqué sur elle-même des manœuvres abortives ; plus loin, c'est une fille-mère qui jette son fœtus à l'égout parce qu'elle a accepté de se laisser engrosser sans la permission de l'Etat-civil ; là, c'est une mère qui conseille aux aînées de se prostituer pour nourrir leurs frères trop nombreux. Et ce sont tous les irresponsables, ceux qui ont tué, et tous ceux qui furent conçus pendant la guerre, sous le signe du meurtre, et guidés plus tard par les exemples de cet homicide obligatoire qui porte le nom de patriotisme.

Mais malgré ces évidences, le politicien persiste à faire des lois républicaines, le nationaliste à les défendre, le magistrat à les appliquer. Et cependant que les Etats-Majors de chaque pays dénombrent leurs troupeaux en attendant d'en prendre livraison, le prolétariat demeure inconscient de l'effroyable avenir auquel il se condamne, lui et ses enfants, et prolonge bêtement le geste d'amour. Car sa stupide vanité nationale, si bien cultivée par ceux qui le tiennent en mains, ne lui permet pas, tandis qu'il prolifère, d'envisager des conséquences plus vastes que « La France aux Français », ni de se rendre compte de cette première supériorité de l'homme sur l'animal, à savoir la possibilité de limiter son espèce aux possibilités de son existence.

Mais à quoi bon se montrer supérieur à l'animal ? Ne suffit-il pas, pour gagner un brevet de civisme, de s'affirmer plus fort que son voisin par des tanks et des avions ou de le vaincre dans une compétition sportive ?

Limiter son espèce ? Ce n'est pas un programme politique ça ! C'est trop simple à réaliser... d'ailleurs, le manuel du parfait révolutionnaire n'en parle pas ! Mieux vaut voter Front populaire !

Et la femme raisonne aussi de cette façon. Elle aussi se pique de politique ! Elle veut s'émanciper ; elle veut son droit de vote ah ! mais...

Rassurez-vous, on vous l'accordera, ce droit !

Mais il en est d'autres que vous pouvez prendre tout de suite, si vous tenez à vous émanciper. Et si faciles à faire valoir ! Et si fertiles en conséquences révolutionnaires !

Y avez-vous jamais songé ?

Ce sont les droits de votre ventre, Madame.

AURELE PATORNI.

## Point de départ

Le Congrès vient de fixer nos tâches. Parmi celles-ci, le développement de la propagande va être l'objet de notre attention. Il nous faut donc faire du « LIBERTAIRE » un grand journal anarchiste par le nombre de pages, la valeur des articles, le dynamisme révolutionnaire. LE LIBERTAIRE a aujourd'hui 8 pages. IL DEVRAIT EN ETRE AINSI chaque semaine. La Constitution en France d'une Section de la Solidarité Internationale Antifasciste devrait nous permettre de le faire.

Tous nos camarades comprendront que cette volonté de développer le LIB se heurte à des difficultés très grosses.

Pour ce que nous paraissons à 8 pages il nous faut 1.500 fr. au minimum en plus. Et chaque jour nous apporte une augmentation nouvelle des frais d'impression.

Il faut que chacun fasse un effort. Augmenter la vente à la rue. Rechercher de nouveaux dépositaires. Chaque groupe doit avoir à cœur d'obtenir que chacun des militants et des sympathisants qui suivent nos réunions devienne un nouvel abonné.

Et nous aurons ainsi les moyens de faire du LIBERTAIRE un organe digne des idées que nous défendons.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

au « LIBERTAIRE »

FRANCE 52 Nos .. 22 fr. 52 Nos .. 38 fr. 26 Nos .. 11 fr. 26 Nos .. 15 fr.

Chèque postal : Schack André, Paris 487-78 9, rue de Bondy (10e) Téléphone : BOTZARIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de ..... à partir du ..... pour la somme de .....

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) ..... Adresse : ..... 193

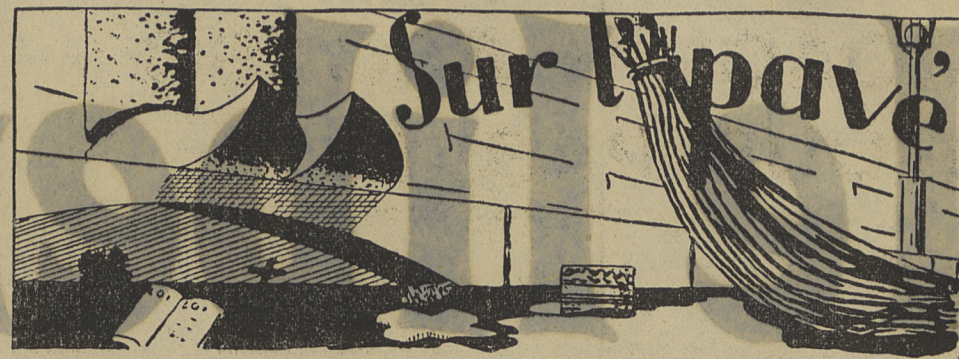
Ville : ..... Département : .....

(1) Ecrire très lisiblement.

## SOUSCRIPTION EXTRAORDINAIRE

Listes rentrées du 27 octobre au 9 novembre. — N° 384 : Pinçon, Paris, 26 fr.; 1312 Verduy, Mouvaux, 30 fr.; 431 Bonnet, Paris, 36 fr.; 968 Chaplain, Paris, 33 fr.; 267 Eugène, Paris, 54 fr.; 1010 Haussard, Grouais, 75 fr.; 1375 Roland, Tours, 25 fr.; 1556 Mathieu, Paris, 9 fr.; 1149 Louman, Montpellier, 35 fr.; 2 listes Villeparis, 55 fr.; 686 Bilet, Paris, 33 fr.; 407 Chaudron, Paris, 10 fr.; 1550 Saché, Thonon-les-Bains, 41 fr.; 343 Plazenet, 10 fr.; X Paris, 53 fr.; 1491 Yvelot, Vimory, 20 fr.; 268 Marot, Le Perreux, 100 fr.; Dervieux, Oullins, 100 fr.; 644 Barlé, Lagny, 26 fr.; 823 Aymone, Alger, 25 fr.;

542 Basson St-Etienne, 20 fr.; Cuvillier, Vincennes, 50 fr.; 1308 Legay Vicq par Fresnes, 23 fr.; 870 Teiz, La Grand-Combe, 10 fr.; 937 Meguy, Constantine, 66 fr.; Occasio, Alger, 43 fr.; 678 Cochon, Mantes-la-Jolie, 18 fr.; 1382 Mimmi, 18 fr.; 321 Simonetto, Riom, 30 fr.; 870 Alb, St-Ambroise, 10 fr.; Bel, à Recluses, 11 fr.; Mei Georges, Saumur, 17 fr.; Jules Dhesse, 21,50; Nolen, Grèvecœur-le-Grand, 24 fr.; Lacarce, Paris, 10 fr.; Le Luhan, Lorient, 28 fr. Total de ces listes : 1.222 fr. Listes précédentes : 12.350 fr. 25. Reçu au 9 novembre : 13.542 fr. 25.



## Ouvrier, mon frère...

Dans une lettre qu'il écrivait à son ami Vandepulle, l'infortuné Charles-Louis Philippe — qui eut tant d'admirateurs... après sa mort ! — jugeait très sévèrement la gent littéraire de son temps et déclarait que l'écrivain doit vivre d'accord avec sa théorie.

« Nous qui n'aimons pas les riches, nous ne devons jamais être riches. Si un jour je gagnais des ors, j'estime que je n'aurais pas le droit de m'en servir pour vivre dans le luxe et le plaisir. Sinon je me condamnerais moi-même. Je n'aurais plus le droit de parler à un ouvrier et de lui dire : Mon frère... Il n'y a qu'un système : c'est de donner ses biens communs, dit-on, l'a fait Tolstoï. Sinon l'on n'est qu'un chien qui aboie sans cause. »

Je ne veux pas discuter, ici, de l'efficacité du système que préconisait l'auteur de Bubu, mais il est certain que du point de vue individuel, il avait raison.

« Ouvrier, mon frère... » Combien de nantis, de gâtés ont écrit et écrit encore, ont prononcé et clamé encore ces mots qui, venant d'eux, sonnent faux, mais que le brave prolo enregistre avec une béate satisfaction sans en décoder la cause.

Car tous les chiens de lettres et de politique n'aboient pas sans cause.

Seulement, cette cause n'est pas celle de ceux qu'ils flagornent.

Comme dirait M. de La Palisse, s'il n'y avait pas de pauvres, il n'y aurait pas de riches.

Il est donc de toute nécessité pour le maintien des situations acquises et pour la satisfaction des appétits des aristocrates de tout acabit que le pauvre soit confirmé dans son état de pauvre.

Et pour cela, le meilleur moyen est encore celui qui consiste à idéaliser cet état de pauvreté, et à faire miroiter aux malchanceux, aux faibles, aux ignorants qui le portent en eux comme une malédiction, un proche avenir de félicités qui leur fera oublier leur détresse présente et canaliser, sous d'insignifiantes réformes, leurs impatiences.

Et c'est pourquoi on voit des pauvres dougés espérer en La Rocque... croire en Durruti, participer à toutes les promenades du Front Populaire, réclamer des Soviets et acclamer Staline, et qui seront tout ébahis de se réveiller un petit matin à l'heure H, dans les tranchées d'une nouvelle guerre du droit et de la civilisation !

Qu'on le veuille ou non, le pauvre aura, en l'occurrence, une part de responsabilité !...

Larue-Michel.

## EN PLEINE C...NERIE



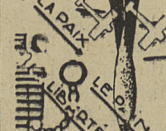
Sans oublier les garde-à-vous en trépanant la flamme.

Il y a même un chassé-croisé de flambeaux. Le « Relais sacré ». Le flambeau belge se dirigera vers Paris, le flambeau français vers Bruxelles et tous les relais seront prêtes à des parades militaires ou manifestations chauvines. Exemple :

« C'est ensuite à 17 h. 15, au carrefour de l'Armistice, près de Compiègne, que les anciens combattants de l'Aisne remettront le flambeau aux anciens combattants de l'Oise. La cérémonie se déroulera dans le cadre grandiose de la magnifique forêt, à la lueur des torches, avec la participation des cavaliers et de la fanfare du 6<sup>e</sup> régiment de spahis algériens. »

Le patriotisme, « la plus sottise des passions et la passion des sots », a dit Schopenhauer, sévit sur les populations, et la clique militaire n'a rien perdu de son emprise... C'est là qu'on mesure toute l'infamie de ceux qui ont abandonné leur position anti-guerrière, pour prêcher l'union sacrée.

## LE VISAGE PACIFIQUE DE LA FRANCE



A grand fracas, 76 avions de bombardement s'envolent pour nos « possessions d'outre-mer ». Neuf vers la Tunisie, cinq vers l'Indo-Chine, douze vers le Maroc, trente-deux vers l'A.O.F., et dix-huit vers Damas. Au moment où les indigènes affamés s'agitent contre leurs exploiters, cette démonstration de la force brutale est destinée à les faire réfléchir. L'allocation qui a adressée aux équipages le général Fiquant (si aimable lorsqu'il reçoit le général Milch et Udet) est significative sur ce point !

« Notre aviation est et doit rester l'aviation d'une nation forte. Nous ne devons pas oublier que notre domaine, dont tous les éléments sont solidaires, s'étend sur presque toutes les parties du monde. Le rôle essentiel de l'armée de l'air doit être d'assurer la continuité de cette solidarité. Le déroulement des manœuvres impériales fournira la preuve de l'appui que la nation française peut apporter à toutes les populations de ses possessions d'outre-mer. »

## AVANT LE « A BERLIN ! »



Sur le même thème, au Poste parisien, Maurice Boudet n'hésite pas à affirmer que le raid des 76 bombardiers constitue « le meilleur salut que la France peut envoyer aux peuples coloniaux ».

Au « Popu », on s'enthousiasme et on appelle les prolos à applaudir « cette démonstration sans précédent dont la réussite a été entière ». (Souligné dans le texte).

Quand on songe qu'ainsi des ouvriers poussent l'incompréhension jusqu'à se féliciter de l'oppression des populations indigènes, on croit rêver !

Mais n'est-on pas en plein cauchemar lorsqu'on voit paraître sur l'écran des actualités la hideuse face de Daladier affirmant au Congrès radical que « l'esprit de ceux de Valmy et de ceux de Verdun est toujours vivant », tandis qu'au pied de la tribune où il pérorait les admirateurs excités tendent le poing dans un geste fanatique et que des centaines de voix chantent : « Allons enfants de la Patrie ».

## IL FAUT MATER LES TRUSTS !



N'est-ce pas là le cri dont retentissent les préaux d'écoles avant les élections du Front populaire et dans les meetings monstres contre les puissances d'argent, industries-clés, deux cents familles et autres « ennemis de la France » !

Les trusts, les grandes entreprises et les vastes exploitations se portent encore fort bien et après avoir haussé convenablement leurs tarifs, certains réservent aux cochons de payants de joyeuses étreintes. Voici, pour le 1<sup>er</sup> janvier 38, le cadeau du Métro et de la T.C.R.P. :

Le carnet de ticket des autobus sera porté de 8 à 9 francs.

Au Métropolitain, le ticket de 2<sup>e</sup> classe passera de 1 franc à 1 fr. 10, l'aller et retour à 1 fr. 35.

## LA ROCQUE TIENT TOUJOURS... LE CRACHOIR



Devant plus de 40.000 (?) dispos La Rocque vient de s'expliquer sur l'affaire des enveloppes. Il se refuse à partir, même après la récente confirmation du Tribunal de Lyon que lui La Rocque est bel et bien un fripon. Le colonel se plaît à interpréter le jugement comme un hommage à son patriotisme ! Ses troupes l'ont acclamé d'autant plus chaleureusement, que beaucoup d'entre eux avaient été déçus d'avoir à leur tête un homme qui ne sait pas toucher. Maintenant que les choses sont au point le prestige du colonel a redoublé.

Il faut reconnaître que Charles Maurras n'est pas étranger à ce succès. Dans un récent numéro de l'A.F. le teneur des vieilles rombières a établi que le colonel était un habitué de la place Beauvau, Eugène Frot et Paganon ont graissé la pâte à ce défenseur de la « propriété ». Maurras tient ce tuyau d'un moine ! C'est complet !

## SOUS LE SIGNE DU MENSONGE !



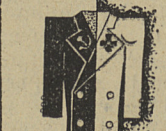
La non-intervention fait objet de toutes les réunions. Les prolétaires parisiens sont périodiquement appelés à se rendre place de la Nation pour exiger... de leurs « propres ministres, de cesser d'étrangler

l'Espagne.

Les chefs socialistes s'élèvent à qui mieux mieux contre l'infâme blocus. Pendant ce temps-là on rétablit la communication ferroviaire avec Franco !

A quand la fin de cette duplicité ?

## ET LE PETROLE ?



Le Parti Communiste, après avoir approuvé ce cher Blum (Cachin dixit) pour sa politique de non-intervention en Espagne, ne cesse de crier... prudemment, contre le blocus. Nul n'ignore, cependant, que

la fin de la non-intervention signifie la fin des manœuvres stalinienne pour étouffer la révolution.

Alors ne nous étonnons pas que l'U.R.S.S. soit des principaux fournisseurs de l'Italie en pétrole. L'ennemi n° 1 de l'U.R.S.S., le Japon a reçu pour le premier trimestre 1937, 50.000 tonnes d'essence soviétique.

Monseigneur Dubalai.

Jean MARESTAN

## L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux

En vente au *Libéraire* : 15 fr. Franco : 16 fr. 50



## JOAQUIN ASCASO NOUS PARLE...

— Je te crois sur parole. Mais comment expliquer-tu que de toutes les autres régions délinquantes du fascisme, seul l'Aragon ait pu réaliser l'expérience qui a permis de prouver au monde que le communisme libertaire n'était pas l'utopie que les malintentionnés ont toujours taché de faire croire ? Pourtant ce n'est pas la seule région où les idées libertaires avaient été propagées. En Catalogne, par exemple, la C.N.T. était de loin la force majoritaire.

— Mon impression personnelle est que l'Aragon n'avait pas souffert du bourrage de crâne politique dont avaient eu à souffrir malheureusement les autres régions et, d'autre part, ayant bien pour peu de temps, subi la férule des généraux traités, l'idéologie libertaire qui avait été largement inculquée à ce peuple énergique et fier dans les années précédentes, par l'effort continu des propagandistes du mouvement libertaire espagnol, devait s'épanouir d'une façon extraordinaire. Et en contact avec un peuple pressé de virginité de toute égoïsme et de tares matérielles lui fut possible de comprendre et pratiquer, sinon dans sa totalité, du moins en grande partie et avec succès, le communisme libertaire.

### LA DISSOLUTION DU CONSEIL D'ARAGON

— Dis-moi, maintenant, le Conseil d'Aragon était-il au courant des manœuvres qui se tramèrent dans l'ombre pour arriver à sa dissolution ?

— Le Conseil d'Aragon, organisé d'une manière efficace savait la bataille qu'on lui livrait constamment et en maintes occasions il dénonça publiquement les intrigues politiques dont il était objet. Les organisations qui le composaient furent en leur temps alertées. Malheureusement, le Front populaire d'Aragon (ses dirigeants surtout) plus occupés de leurs combines et de leur désir de ne pas mécontenter leurs commanditaires, que du bien-être du prolétariat se prêtèrent à cette sale besogne.

Notre camarade à ces souvenirs devient grave. Je sentis l'amertume lui monter à la gorge. Un bref silence s'ensuivit. Cependant j'insistai.

— Comment s'est-elle produite cette dissolution dans sa partie exécutive ?

Ascaso reprend :

Le gouvernement de la République par un décret décida la dissolution du Conseil en nommant un nouveau gouverneur général. En même temps, il donna l'ordre de mon arrestation m'inculpant d'un crime de droit commun. La ficelle était par trop grossière, aussi, personne en Espagne ne s'est laissé prendre à cette louche manœuvre. D'ailleurs, peu sûr de lui-même, il déplaça des forces du front du centre pour celui de l'est (dont la division du bolchevik Lister, amenée de la fameuse « nouvelle ligne », avait, erronément, que l'organisation confédérale qui a sacrifié et sacrifie toutes ses possibilités en tant que force majoritaire, en holocauste au triomphe de la guerre, se fut opposée par les armes à une mesure si arbitraire.

### ATTENDRE LE MOMENT FAVORABLE

— Quelle a été ton attitude devant telle dissolution ?

— Ce que j'aurais fait moi, n'a plus d'importance. Seulement, nous « incontrôlés », nous avons une conception de la discipline librement acceptée que bien des « contrôlés » devraient imiter. Par conséquent, du moment que l'organisation confédérale avait

(1) N.D.L.R. Ce télégramme ne nous est jamais parvenu !

cru faire ce nouveau grand sacrifice à la victoire à laquelle elle se refuse de renoncer, j'ai accepté comme un fait accompli la destruction de l'œuvre à laquelle j'étais attaché de toutes les forces de mon être. L'expérience que j'ai acquise dans ma vie de militant trompa mon esprit à toutes les secousses. Je crois qu'il faut savoir attendre les moments favorables pour les grandes transformations sociales. Je saurai attendre l'heure du triomphe, car j'ai la conviction qu'il ne nous échappera pas.

### LA VALEUR D'EXEMPLE DES CONQUÊTES REVOLUTIONNAIRES

— Crois-tu que l'expérience du Conseil d'Aragon ait été si profonde que les résultats, malgré la dissolution d'une grande partie de collectivités, seront recueillis par le peuple travailleur dans un avenir plus ou moins lointain ?

— Je le crois fermement. Le peuple d'Aragon reconstruit la revalorisation la grande œuvre commencée et qu'on a prétendu follement effacer d'un coup de plume. On s'est grandement trompé et j'insiste là-dessus. Jamais on n'effacera les aspirations économiques et sociales d'un peuple comme celui d'Aragon.

— Comment penses-tu que la guerre et la « révolution » se termineront ?

— En dépit de toutes les intrigues que le capitalisme international trame dans les chancelleries et malgré nos erreurs, que nous ne pouvons nier, mais tâcher de les réparer, nous gagnerons la guerre. Dans la mesure du possible nous gagnerons aussi la révolution, car cela le travailleur de l'arrière le veut par ses constants sacrifices et le soldat l'exige dans les tranchées en faisant le don de sa vie ; seulement qu'on nous entende bien, pour la révolution sociale.

### « QUE NOTRE VOIX SOIT ENTENDUE... »

La langue me démange de lui poser une nouvelle question.

— Quelle est ton opinion sur la conduite et l'avenir de la C.N.T. ?

Mon interlocuteur n'hésite pas un seul instant.

Je suis un militant de l'organisation confédérale et anarchiste et je crois que notre conduite a revalorisé le mouvement révolutionnaire internationalement et que malgré toutes les possibles erreurs commises la conduite loyale et limpide de nos organisations s'imposera pour la conquête d'une société libertaire.

— Encore une demande Joaquín : veux-tu dire quelque chose aux camarades français par le canal du « Libertaire » ?

— Je désire que les camarades français interprètent la lutte tannique que nous sommes en train de livrer à toutes les forces liberticides et d'oppression sociale, appréciant à sa juste valeur ce que représenterait d'horrible pour nous et pour eux une victoire fasciste. De leur compréhension et de leur action révolutionnaire parmi les masses ouvrières dépend, en partie, l'issue de l'héroïque épopée du peuple espagnol. Qu'ils nous aident car l'écrasement du franquisme en Espagne leur évitera certainement de jamais connaître les horreurs de la sanglante tragédie qui ravage tous les foyers de la malheureuse Ibérie, ébranlant les esprits les mieux trempés.

— Que notre voix soit entendue par eux et qu'ils se préparent à donner à leurs frères d'Espagne, d'une façon toujours plus efficace, tout l'appui moral que réclame leur grande misère.

SAIDA.

## Une belle leçon de solidarité

La modestie de nos camarades dockers du Havre ne se trouvera certainement pas froissée que nous signalions leur persévérance dans l'effort de solidarité qu'ils ont su accomplir à l'égard du prolétariat espagnol, ainsi qu'en témoigne le communiqué ci-dessous extrait de leur organe local : « Vérités ».

Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, il serait à souhaiter que ce magnifique exemple stimule, sous ce rapport, la déconcertante apathie de certains syndicats trop oublieux de leur devoir et de leur intérêt de classe en pareille circonstance.

### ANNIVERSAIRE

Il y a un peu plus d'un an, le 25 septembre 1936 exactement, le Comité Confédéral National, se faisant l'interprète des sentiments de solidarité du prolétariat français, adressait un appel à tous les Ouvriers, Employés, Fonctionnaires, Techniciens, groupés dans le sein de la C.G.T. pour qu'une aide matérielle permette de soutenir efficacement les mères, les femmes et les enfants des luttteurs espagnols, défendant leur liberté contre les généraux félons qui, épaulés par le fascisme international, tentent d'instaurer en Espagne un régime de dictature analogue à celui qui règne en Italie et en Allemagne. Et afin de remplir cette œuvre de solidarité, le Comité Confédéral National demandait à chacun de laisser au minimum une heure de son salaire.

Dès qu'on leur fit connaître cette décision, les dockers du Havre pensèrent bien que si chaque ouvrier laissait une heure du produit de son travail, ce serait bien, mais qu'en ce qui les concernait, eu égard à leur passé syndical, ils se devaient de faire mieux, c'est pourquoi immédiatement, ils prirent la décision de verser au moins 0 fr. 50 par journée de travail.

Et depuis, cette décision, comme toutes celles que prennent les ouvriers du port, a été respectée intégralement, ce qui fait qu'en ce jour anniversaire, les dockers peuvent s'honorer de savoir que le montant des sommes recueillies en faveur du peuple espagnol s'élève à 437.147 fr. 30.

Les dockers savent combien leur geste est modeste par rapport à celui des défenseurs de ce peuple héroïque qui, attaqué de toutes parts, combat pied à pied, endurant la plus atroce misère, et ils pensent à ceux qui, faisant sacrifice de leur vie, continuent la lutte inégale contre les forces de traîtrise munies des derniers engins modernes de meurtre.

Mais aussi, il est réconfortant de voir que dans notre corporation, la solidarité n'est pas un vain mot, et de constater que bien que leur salaire soit un des plus indécis, les dockers du Havre peuvent compter parmi les cœurs les plus généreux.

Pour le Peuple Espagnol, merci à nos camarades.

Le Bureau.

## Depuis un an, Madrid tient

Il y a désormais un an que Madrid résiste aux assaillants. Sous les bombardements meurtriers, les incendies, et malgré les difficultés de ravitaillement, l'héroïque cité tient. On se souvient que Franco et son consort parlaient de promenade militaire.

Déconcertés dès le début par l'appât de la défense, les tranchées-montagnes ergotèrent, allant jusqu'à prétendre hypocritement qu'ils se refusaient à faire donner toutes leurs forces « afin d'épargner les populations civiles ».

Les raids d'avions bombardiers visant spécialement les écoles et les hôpitaux perdurent vite de juger ce que ces barbares appellent « éviter un massacre ».

Mais ces horribles crimes, cette cruauté organisée, ont été à l'encontre du but cherché. Elles ont donné aux Madrileños une telle haine du fascisme que Madrid ne se rendra pas.

Je les ai vécues heure par heure, du commencement à la fin. J'en parle, sinon avec une profonde indignation, tout au moins avec un sentiment d'humiliation et de désillusion.

Descendre du front, où j'ai vu tomber grand nombre de chers amis, — où nous avons la conviction de faire notre devoir contre les hordes, fascistes, — pour être la cible des coups de fusils dans les rues de Barcelone, peu m'intéresse par qui, ce n'est pas encourageant.

Dans l'après-midi de ce lundi fameux, je traversais la place de Catalogne, quand les gardes d'assaut allaient occuper le Central téléphonique. Une foule de curieux les suivait.

Je n'y prêtai pas tout d'abord attention et me dirigeai au Comité Régional de la C.N.T. où j'apprenais qu'il s'agissait d'un coup de force. Le Central téléphonique n'appartenait pas à l'Etat — comme dans les autres pays — mais à la collectivité syndicale en tant qu'entreprise privée. Mais le syndicat n'est pas disposé à se laisser exproprier, même si les expropriateurs sont des agents de la Généralité.

Ce coup de force contre le Central téléphonique — qui appartenait auparavant à une concession américaine expropriée par le syndicat — se trouve être en rapport avec la campagne dirigée par les communistes dans l'U.G.T. contre la collectivisation, je me l'explique tout de suite.

C'est l'histoire russe qui se répète.

Dans les rangs de l'U.G.T. sont entrées en bloc les couches de la petite bourgeoisie, et même, de la Bourgeoisie, sans adjectif, lesquelles revenues du premier coup réagissent maintenant contre les extrémistes, contre ceux qui ne savent ou ne veulent pas comprendre la politique de la « N.E.P. ».

Je trouve logique que la Bourgeoisie tente de reprendre ce qu'elle a perdu. Ce que je trouve illogique, c'est la partie qu'est en train de jouer le parti communiste, s'il se proclame l'ami du prolétariat, aide, de fait à le combattre et le combat lui-même.

Le parti communiste espagnol est en train d'assumer une lourde responsabilité face au prolétariat mondial. L'Internationale communiste et le gouvernement russe aussi. Pour peu que l'on connaisse l'Espagne et les Espagnols, on comprendra facilement que l'absence de la possibilité du communisme russe n'est pas réalisable. L'ambiance et l'homme y sont réfractaires, de telle façon que tout effort fait en ce sens rompt cette unité morale et matérielle qui est indispensable pour vaincre le fascisme.

Si, par malheur, demain, en Espagne, triomphaient la France et l'Internationale fasciste, la faute ne serait certainement pas due au prolétariat espagnol, qui a déjà prouvé qu'il était à l'avant-garde de la Révolution sociale, mais à tous ceux qui, avec l'apparence de l'aider à sortir triomphalement de la dure épreuve qu'il traverse l'ont, dans les faits, divisé pour des fins propres et, en le divisant, l'ont affaibli pour mieux le laisser dominer. Semer la discorde en présence de l'ennemi, c'est trahir.

Pendant les heures amères des journées tragiques de mai, ma pensée était constamment dirigée vers les camarades du front. Que feront-ils ? Que diront-ils là-haut ? Et si dans un moment d'incompréhension, leur venait la malheureuse idée de céder, qu'est-ce qu'il resterait du sacrifice fait depuis le 19 juillet ? Quel serait le sort de tous ?

Haussard et plusieurs autres camarades français furent les témoins constants de ces préoccupations qui envahissaient mon esprit. Ces quatre jours de lutte fratricide me semblèrent interminables.

Au Comité de Défense de la C.N.T. et de la F.A.I. mon action fut en tout d'accord avec Oliver Isgleas et Mas pour qu'on termine au plus vite avec celle que j'avais baptisée

sée « la folie intérieure ». J'avais toujours présents à la mémoire les faits de Turin et de Caporetto en Italie, pendant la guerre européenne.

Le mardi, dans la nuit, Jover, commandant en chef de la division Ascaso sur le front de Huesca, était à la Régionale. Nous parlâmes de la situation du front, et je fus rassuré. « Mais, tu remonteras là-haut », lui dis-je, « même si tu dois y risquer quelques coups de fusils ». Ce qu'il fit.

Il était clair que le gouvernement Catalan était consentant à provoquer les faits qui devaient frapper à mort la C.N.T. et la F.A.I.

Cependant, il est bien difficile d'en décourager toute l'intelligence. La Catalogne a perdu 50 % de son autonomie, au point que si Macia revenait, il aurait beaucoup de peine à la reconnaître. L'ordre public, le plus important de tous les ministères, dépend désormais directement du Gouvernement Central, comme en dépendent les quelques bureaux qui étaient, avant mai, autonomes et indépendants.

Pendant les journées tragiques de mai, le Gouvernement Catalan ne fut pas à la hauteur de la situation. N'importe qui, à la place de Companys, n'aurait pas permis une telle provocation, parce que ce n'est pas en provoquant des faits semblables que l'on peut gagner la lutte contre le fascisme.

La première des conditions qui conduisent à la victoire c'est l'unité morale et matérielle de la classe travailleuse espagnole. Ceux qui agissent à l'opposé font consciemment ou non, le jeu de Franco et du fascisme international.

Des tragiques journées de mai, le fascisme a obtenu pas mal d'avantages, surtout du point de vue international. Elles ont renforcé, en la justifiant, l'intervention italienne et allemande. Par contre, le communisme officiel s'est contenté d'une bien maigre victoire : celle contre le P.O.U.M.

Ce parti qui, au fond, n'était pas aussi terrible si toute son action était limitée à la pure critique, est dissout. Ses militants sont, en grande partie, persécutés ou en prison. Nin fut trouvé assassiné au milieu d'une route. Le gouvernement de Valence l'avoua publiquement.

Mais internationalement, le communisme officiel a perdu force et prestige. Tous lui demandent des comptes, la cause du prolétariat espagnol, confondue avec celle du parti stalinien risque de susciter dégoût et indifférence.

C'est sur ce point que les anarchistes doivent se tenir en éveil. La cause du prolétariat espagnol ne se prête pas aux équivoques, ne doit pas être confondue avec celle d'un parti qui tente de provoquer le retour à la propriété privée et veut noyer dans le sang les partisans de la collectivisation, de l'expropriation capitaliste. Le coup de force du mois de mai, dirigé exclusivement et brutalement contre la C.N.T. et la F.A.I., est retourné contre ses auteurs. La généralité y a perdu de son autonomie, le gouvernement central a été qualifié de gouvernement des vaincus antifascistes, le parti communiste acquiert chaque jour davantage un caractère provocateur. Dans ses rangs, on murmure, et même dans quelques réunions de dirigeants, déjà a parlé le revolver.

La C.N.T. et la F.A.I. sortirent de l'épreuve renforcées de bon sens et de l'adhésion sincère de tous les révolutionnaires. L'inauguration de la plaque Durruti sur l'édifice du Comité Régional de la C.N.T. et le meeting de l'Olympia furent de solennelles manifestations du peuple et acclamèrent par leur nombre l'attachement du prolétariat à la C.N.T.-F.A.I. Parce qu'il y a tout de même des moments où le prolétariat révolutionnaire sait distinguer les bons des mauvais organismes.

VIOLA

## La répression stalino-bourgeoise en Espagne

## Une honte qui doit cesser

(Suite)

Morisi G. milicien de la C. N. T., fut volontaire de la première heure. Il compte une année de front. Démisionnaire, jugeant qu'il avait droit à un peu de repos, il travaillait dans l'industrie collective de la chaussure lors de son arrestation. Arrêté par le commissaire de la Ronda Firmin Salvochea le 27 août, sans aucun motif d'accusation et maintenu à la disposition du chef supérieur de la Sûreté.

Nicolas S. Arrêté le 23 juin dernier à l'Hôtel Continental par des agents du service spécial d'information (Tchéka). Accusé de trotskisme et de terrorisme.

Interrogé par la Tchéka le 12 de ce mois, on lui reprocha particulièrement :

1° Etre l'homme de confiance du Comité Exécutif du P.O.U.M. ;

2° Etre l'homme de liaison entre le P.O.U.M. et la F.A.I. ;

3° Etre chargé par le gouvernement français d'une mission qu'il refuse d'avouer ;

4° Etre un des dirigeants de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O., organisation fasciste, d'après la Tchéka ;

5° Avoir abandonné illégalement la Russie en 1922 et avoir entretenu des relations clandestines avec les mencheviks.

Ce camarade appartenait, en effet, au parti socialiste (S.F.I.O.).

En Espagne depuis septembre 1936. Arrivé ici avec un groupe d'ouvriers parisiens, il avait l'intention d'aller aussitôt au front. Avec le consentement de son parti il consentit à accéder à une proposition de la C.N.T. C'est ainsi qu'il créa le Syndicat des ingénieurs étrangers dans le Comité Régional. Il travailla comme ingénieur dans l'industrie de guerre jusqu'au jour de son arrestation.

Il fut arrêté par la Tchéka sous l'inculpation d'espionnage pour le compte de Hitler ! Il avait combattu dans le Band de Vienne ainsi que dans le mouvement d'octobre en Espagne.

Il avait été condamné à mort, mais grâce à une menace de campagne internationale par ses amis français, le ministre de la justice ordonna sa libération.

Gustave W. Arrêté dans son domicile le 16 août sans savoir les motifs de cette mesure. A la disposition du Tribunal spécial de Valence. Il fut membre de l'Union métallurgiste en Allemagne. Il appartient au parti socialiste al-

lemand. Il quitta la Tchécoslovaquie pour s'engager dans les milices du P.O.U.M. Depuis longtemps il perdit contact avec sa femme et un enfant qu'il laissa dans ce dernier pays. Il a su qu'étant entrée en Allemagne, elle fut internée dans un camp de concentration à cause de sa présence en Espagne.

Richard D. Arrêté dans des conditions aussi iniques que W. et également à la disposition du Tribunal spécial de Valence. Membre comme ce dernier de l'Union Métallurgiste Allemande. Expulsé de presque tous les pays d'Europe. En Espagne depuis août 1936. Il partit aussitôt au front où il y resta jusqu'au mois d'avril dernier. Après une grave maladie il avait été réformé de tout service militaire. Il se trouvait à Barcelone où il faisait une cure.

Richard T. Arrêté le 9 juillet dans la maison du Consulat de l'Argentine lorsqu'il faisait des démarches en faveur de sa compagne qui se trouvait en état d'arrestation. Membre en Allemagne depuis 1923 de l'association du Spectacle. En Espagne depuis 1933 il en avait été expulsé en tant qu'anarchiste. Il alla en France où il s'inscrivit au parti socialiste S.F.I.O. Il revint en Espagne après le 19 juillet. Sa femme fut expulsée d'Espagne en juillet dernier et vit actuellement en France avec ses deux enfants.

Charlotte Margulín. Arrêtée fin juillet. Aucun chef d'accusation ne put être relevé contre elle, mais on la retient comme détenue en qualité de « gouvernementale ». Docteur en médecine elle servit comme médecin au front.

Erika G. Arrêtée en août ; était aussi destinée à être libérée, mais « détenida » arbitrairement en prison.

Jaques B. Fut mis en état d'arrestation au Sanatorium de « Los Pinos », clinique pour tuberculeux. Arrêté en juin. En Espagne depuis automne 1936 venant de Norvège où il était réfugié. Tombé malade de tuberculose, il fut interné dans cette clinique. Il milite depuis 15 ans dans le mouvement ouvrier. Membre de la S.A.P. allemande. Les raisons de son arrestation restent inconnues.

George G. Arrêté dans la rue le 24 juin dernier. Encore aujourd'hui les raisons de cette mesure sont inconnues. En Allemagne, membre de la Jeunesse rouge. En Espagne, il se mit tout d'abord à la disposition du P.S.U.C. A combattu dans la Centurie Thaelmann jusqu'en janvier. Il passa ensuite à la Division Durruti qu'il ne quitta qu'en juin.

Hans W. Arrêté dans les mêmes conditions que tous les précédents. Comme les autres il ne connaît pas les motifs de son arrestation. En Allemagne il militait dans la S. A. P. et depuis 1932 dans le syndicat du textile. En G. dans une formation du P. O. U. M. où il resta jusqu'en juin, date à laquelle il démisionna.

Charles H. Arrêté le 16 juin dernier. En Allemagne, membre du parti communiste. Il émigra en Espagne en 1933 d'où il fut expulsé pour avoir participé aux événements révolutionnaires d'octobre. Il entra en Espagne de nouveau après le 19 juillet. Il servit au front dans les formations du P.O.U.M. Blessé le 19 mars il se trouvait à Barcelone en convalescence, où il fut arrêté.

Félix Danon. Ancien membre du groupe du XVe (Paris), puis des « Amis de l'Insurgé ». Membre en Espagne de la C.N.T. (Professions libérales, section maestros) et de la F.A.I. (groupe « Mimosa »).

Emprisonné depuis quatre mois à la « Carcel Modelo » pour avoir occupé durant les événements de mai une maison située en face du Comité Régional afin de protéger ce dernier. Déjà débile, sa santé a été fortement ébranlée par l'emprisonnement. Actuellement très malade.

Gaston Parot. Fréquentait surtout le cercle Bergery.

En Espagne, aux patrouilles de contrôle de la C.N.T.

Arrêté il y a quatre mois à Castelldefels. On désirait le tuer mais il fut sauvé grâce à l'intervention des camarades français. Prisons successives : Préfecture, Puerta del Angel, Montjuich et Carcel Modelo.

Lacroisille (dit Marceille). Ancien milicien du front d'Aragon, division Durruti. Syndicaliste révolutionnaire. Arrêté pour soi-disant détention d'armes.

Métat. Ancien milicien du front d'Aragon. Membre de la C.N.T. et de la F.A.I. Arrêté alors qu'il travaillait régulièrement.

Esquivel Michel. Ancien milicien du front d'Aragon division Durruti. Syndicaliste révolutionnaire. Arrêté pour détention d'armes.

Walter S. Militait depuis longtemps dans le mouvement ouvrier. Organisé dans les syndicats libres, en Allemagne, depuis 1924 jusqu'à l'avènement de Hitler. Appartint aux organisations de l'A.S.J. K.V.V.K.Y.O. et finalement au parti communiste allemand.

En Espagne, depuis 1933, il prit une part active au mouvement révolutionnaire d'octobre 1934. Expulsé de ce pays pour son activité politique il en entra en 1936. Il partit immédiatement au front où il exerça les fonctions de commissaire politique.

Arrêté le 14 août dernier dans son appartement sous l'inculpation d'espionnage. Actuellement au Carcel Modelo il vient d'être demandé par le Tribunal spécial de Valence. Il servit au front dans les formations du P.O.U.M.

Karl B. Arrêté à Sabadell une première fois le 23 mars 1937 où il travaillait dans les ateliers de l'aviation navale. Bénéficiant d'un non-lieu devant le Tribunal spécial de Valence à la suite d'une grève de la faim il fut libéré par ordre du ministre de l'Intérieur. Rentré à Barcelone il fut arrêté de nouveau dans les bureaux de département des passeports, sans aucune raison, il appartient politiquement à l'opposition marxiste.

Paul M. Arrêté le 16 août dernier devant la gare de France alors qu'il s'apprêtait à prendre le train pour la France bien qu'il ait été en possession de tous les documents nécessaires. Jusqu'aujourd'hui on n'a pas encore pu savoir pour quelles raisons il se trouve à la disposition du Tribunal Spécial de Valence (espionnage).

En Allemagne, membre de l'Union Métallurgiste jusqu'à l'avènement de Hitler. Il appartenait au Parti socialiste allemand. Venu en Espagne grâce à l'aide qu'il trouva auprès de la C. N. T., il combattit jusqu'au dernier moment dans les milices du P.O.U.M.

Mad G. Fut arrêté le 24 juin dans la rue, aussitôt après son arrivée du front. Il ne connaît pas les motifs de sa détention. Membre du Parti socialiste allemand. Arrivé en décembre 1936 en Espagne, il partit aussitôt au front d'Aragon dans les milices du P.O.U.M., où il resta jusqu'au jour de son arrestation.

Franz G. A été arrêté dans les mêmes conditions que le précédent. En Allemagne, membre de l'Union des Travailleurs de la construction.

Simon C. Vieux militant anarchiste de Bulgarie. Il quitta son pays pour venir se mettre au service de la Révolution espagnole. Il passa de longs mois au front qu'il dut quitter, étant tombé malade à la suite des fatigues de la tranchée. Arrêté tout dernièrement sans raisons connues.

Grigor R. Avait quitté lui aussi la Bulgarie pour venir s'engager dans l'armée populaire. Arrêté à son arrivée comme « desafecto » au régime. Libertaire militant dans la Fédération anarchiste bulgare.

Christo K. Vieux militant du mouvement libertaire bulgare. Il passa sept ou huit mois au front comme officier. Arrêté sans raisons et à disposition du chef de la Sûreté.

Christo G. Membre des Jeunesses anarchistes bulgares, il a passé six mois au front. Arrêté dans les mêmes conditions que les autres.

Heinz B. Fut arrêté le 13 septembre. En Allemagne, membre du Comité pour l'Unité Proletarienne. En 1933, il émigra en Suisse d'où on l'expulsa pour son activité antifasciste. Il chercha asile en Espagne. Il adhéra à Barcelone au mouvement d'octobre et au Comité contre la guerre et le fascisme. Aussitôt après, le 10 juillet, il s'enrôla dans les milices du parti socialiste. En septembre, il se syndiqua à la C. N. T. et il adhéra au P.O.U.M. En prison, il est tombé malade.

Kiert S. Arrêté le 13 septembre dernier. En Espagne depuis 1931. Marié avec une Espagnole de laquelle il a un enfant en bas âge. Membre de la C. N. T. depuis le 19 juillet. Auparavant, il était inscrit à l'U. G. T.

Albert K. Fut arrêté le 7 septembre. On n'en connaît pas les raisons. En Allemagne, de l'Union Proletarienne et du parti communiste. En août 1936, il vint en Espagne. Il adhéra aussitôt au groupe des anarcho-syndicalistes allemands. Il partit en même temps au front avec les milices confédérales. Blessé sérieusement, il resta néanmoins à la Colonne Durruti jusqu'au jour de sa militarisation. Il continua à servir dans le Bataillon de la Côte, (anciennement Centurie S. Faure), jusqu'au mois de juillet.

Richard W. Arrêté avec son camarade. En Allemagne, membre des Syndicats ouvriers depuis 1912 de l'Union Spartacus et du parti communiste. En France où il a séjourné, il adhéra à la C. G. T. et au groupe des anarcho-syndicalistes allemands. Entré en Espagne après le 19 juillet, il partit immédiatement au front dans les milices confédérales.

Walter H. A été arrêté dans son appartement par la police spéciale, le 12 septembre. Pas de raison qui justifie sa détention. En Allemagne, membre de diverses organisations syndicales. Il se trouvait déjà en Espagne avant le 19 juillet. Il participa activement aux journées héroïques. Il fut tout d'abord chauffeur du groupe Das ensuite, agent de la Brigade d'Investigation.

A peu près dans les mêmes conditions que tous les camarades énumérés dans cette liste, déjà trop longue, nous citons encore les Français : Tricheux fils, Guilbert Marcel, François Roger et le Russe Gorloff, ainsi que le camarade américain Branch, dont nous ne pourrions peut-être particulièrement dans un prochain article.

Tous ces héros dont, à juste titre, peut s'enorgueillir le mouvement révolutionnaire international se trouvent donc incarcérés avec des milliers de leurs frères espagnols, sous de faibles ou ignobles inculpations. Des mœurs policières abjectes, introduites en Espagne, grâce à la complicité du gouvernement actuel, mettent en danger leur vie. Leur solidarité spontanée et désintéressée envers l'Espagne antifasciste et révolutionnaire méritait pourtant toute autre récompense.

Hommes libres et travailleurs du monde, peuple de France, peuple de Paris en particulier, toujours prompt à tendre la main aux victimes de l'arbitraire, toujours enthousiaste pour les causes humaines, élevez votre puissante et généreuse voix, exigez justice. Nous qui, malgré tous les dangers qui nous environnent, refusons à abandonner la lutte, à renoncer à la victoire du peuple espagnol, convaincus qu'elle sera la victoire de la classe prolétarienne internationale, nous vous le demandons de toutes les forces de notre âme angoissée,

Saida.



Samedi 30 Octobre  
Dimanche 31 Oct.  
Lundi 1<sup>er</sup> Novembre

# Les DEBATS du CONGRES

## Première journée

La séance s'ouvre à 10 heures. Une commission des mandats est désignée. Elle vérifiera la légitimité des délégations et en rendra compte au congrès. Le bureau désigné pour diriger les débats durant cette première journée est présidé par Haussard (groupe interlocaux du P. R. T.), assisté de Meillier (Saint-Etienne) et de Thierry (Saint-Claude).

Faucier donne lecture d'un télégramme de Frémont, secrétaire de l'Union anarchiste qui, retenu en Espagne par une formalité de passeport ne pourra pas prendre part aux débats pendant cette première journée.

Avant toute discussion le président donne lecture d'un texte de solidarité à l'égard des combattants espagnols, et particulièrement à la C. N. T. et à la F. A. I. qui a été publié dans le dernier numéro du *Libertaire*.

Ce texte est adopté à l'unanimité. Après intervention de Lecoin, Guyard, Montiel, Faurier, Haussard, Meillier, Ridel, le vote du texte qui peut résulter de la suite des débats et en particulier de la discussion sur l'Espagne est renvoyé après cette discussion.

..

### L'ORDRE DU JOUR DU CONGRES

L'ordre du jour proposé est le suivant :

1. Rapport moral.
2. Rapport administratif.
3. Rapport du *Libertaire*.
4. Audition des camarades espagnols.
5. Solidarité internationale antifasciste.
6. Débat sur la question d'Espagne.
7. Solidarité Internationale Antifasciste.
8. Organisation de la propagande.
9. Organisation intérieure de l'U. A.
10. Questions diverses.

## Rapport moral de la C. A.

Faucier qui remplace Frémont au pied levé, présente le rapport moral. Il se réjouit de la bonne représentation des groupes. Des le premier jour du congrès, 65 groupes sont présents. « Les années 1936-1937, dit-il, sont marquées par le regroupement des forces anarchistes d'une part, et un recrutement important d'éléments neufs ou issus des secteurs politiques. « Les élections de juin 1936 où nous avons fait un gros effort de propagande, les grèves, les manifestations, nous ont permis de faire cette propagande par l'action dans les usines et sur les chantiers, la révolution espagnole enfin ont contribué à fortifier nos positions et à renforcer notre influence.

« Nous avons acquis en premier lieu, la participation régulière sur quatre pages et par la suite sur six pages de nos camarades espagnols dans le *Libertaire*. Nous avons entre juin et octobre 1936 plus que quadruplé son tirage, ce qui est la marque sûre de notre influence dans les milieux ouvriers.

« La révolution espagnole fut l'élément le plus important du renouveau de l'anarchisme en France. Et le fait que nous ayons opéré le lancement de notre organisation à la faveur de nos positions sur la révolution espagnole alors que d'autres stagnaient dans leurs critiques est la preuve que nous avons choisi la bonne voie ».

Faucier fait l'histoire du mouvement de solidarité à l'Espagne révolutionnaire et la part qu'y prirent les anarchistes, abord dans la création de la C. N. T. et de la F. A. I., ensuite dans les Comités pour l'Espagne libre.

Les camarades sont au courant des faits qui furent rapportés dans le *Libertaire*. Jugant que sur le plan antifasciste, nous pouvions rallier davantage d'éléments, nous défendons ce point de vue au sein du Comité, estimant qu'il est de notre devoir de rallier le plus d'éléments possible pour faire jouer la solidarité et s'élever contre le blocus.

Nos camarades espagnols Joaquim Ascaso, Emilienne Durruti, étant venus prendre la parole à un meeting, nous demandant d'élargir la solidarité envers nos camarades d'Espagne, nous avons, nous constituons le Comité pour l'Espagne libre.

Dès lors l'U. A. se consacra à la solidarité matérielle à l'Espagne sur la base de l'antifascisme le plus large Ce fut l'œuvre des Comités pour l'Espagne libre. « Nous avons reçu pour cela, dit Faucier, l'accord total de nos camarades espagnols qui nous ont eux-mêmes demandé la création de ces comités de large collaboration, à l'image de l'antifascisme espagnol ».

Ajoutons enfin que les Comités pour l'Espagne libre se seraient accordés volontiers avec les comités anarcho-syndicalistes pour un travail commun, chacun dans son secteur. Bernad apporta même cette proposition devant le congrès des comités anarcho-syndicalistes qui refusèrent et exclurent définitivement l'U. A.

### POSITION DE LA C. A. SUR LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

« La majorité de la C. A. sortante, dit Faucier, n'a voulu voir dans la C. N. T. F. A. I. un bloc combattant et le soutenir sans l'effriter de critiques plus ou moins justifiées.

« Il ne faut pas oublier que dans la plus grande part de l'Espagne, l'existence même de la C. N. T. et de la F. A. I. est conditionnée par l'existence de ces comités de large collaboration, et cela explique bien des lignes de conduite, bien des concessions. C'est pourquoi, tout en manifestant souvent notre inquiétude aux camarades espagnols nous avons mis la sourdine à nos critiques et nous avons appuyé sur l'élément *solidarité*, nous soucions de ne pas jeter nos critiques en pleine rue, de ne pas apporter d'armes à nos adversaires et à eux leurs ».

Nos camarades de la F. A. I. s'expliqueront d'ailleurs à ce congrès en la personne d'un délégué qui interviendra dès le début de la deuxième journée.

### L'ACTIVITE DE L'U. A.

Nous avons quadruplé le tirage du *Libertaire*. Nous avons augmenté le nombre des militants dans la même mesure, organisé deux meetings au *Vel d'Hiv*, une dizaine à la *Mutualité*, et des centaines de meetings locaux, plusieurs tournées en province.

« Nous avons exploité la faillite du Front populaire, poursuivi Faucier, et le recrutement; la répression qui s'abat sur nous prouve que notre action est efficace. Nous avons fait tout ceci, malgré le petit nombre de nos militants et des responsables permanents de l'organisation. Notre position fut la bonne, puisque notre dernier meeting de la Mutualité réunit 4.000 personnes, alors que les fractions oppositionnelles en réunissent à peine 800 à Wagram sur le même sujet. Nous avons fait des fautes, nous n'avons pas toujours répondu à la propagande qu'on attend de nous, particulièrement en province, mais maintenant que nous nous sommes expliqués, nos camarades comprendront ces insuffisances matérielles.

« Notre influence grandit. D'ores et déjà, l'U. A. peut être considérée comme la seule force ayant une influence sérieuse pour entraîner le mouvement révolutionnaire.

### LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE

Après l'audition du rapport moral, le Congrès passe à sa discussion.

Entre temps, le groupe du 19<sup>e</sup> intervient pour un mandat contesté. Une discussion s'engage à la suite de laquelle le congrès décide que le groupe de Paris 19<sup>e</sup> ne peut exiger d'être représenté par un élément dont l'activité personnelle a été mise en cause pour des faits se rattachant directement aux choses d'Espagne.

La Commission des mandats a ratifié toutes les autres délégations.

Ridel (membre de la C. A. sortante) s'attache à plus particulièrement aux positions et à la forme de l'organisation qu'à son activité matérielle incontestable.

« Il faut faire le point politique de notre organisation, dit Ridel. Durant un an, nous avons eu le vent en poupe. Mais notre force est aussi de dénoncer nos erreurs, de voir nos côtés faibles, de proposer des remèdes.

« Nous subissons l'aveugement trop le poids du passé. L'anarchisme n'est pas un système philosophique. Il se situe dans l'espace et dans le temps. Il est un socialisme, un secteur du mouvement ouvrier.

La structure, aussi se ressent du passé; et il est nécessaire de réformer cette structure qui doit être plus large et plus cohérente à la fois. Il faut élargir la direction de l'U. A., ne plus laisser l'entière responsabilité à 5 ou 6 militants. Il faut spécialiser les responsables dans le travail particulier. C'est à la C. A. des commissions d'étude politique spécialisées dans un secteur de la propagande ».

Ridel appuie sur le manque de cohésion politique de la C. A. qui passe du « *Bravo Blum* » au mot d'ordre « *A bas le blocus* », qui amorce puis abandonne la campagne pour le Front révolutionnaire.

Il déplore la préparation insuffisante du congrès où ni discussions préalables, ni motions écrites n'ont pu éclairer les congressistes et leur permettre de situer leur position.

Martin (Brest), a étudié sérieusement le rapport envoyé aux groupes par la C. A. Il rend hommage à son auteur.

Il regrette la déshérence des comités anarcho-syndicalistes en qui le groupe de Brest a cru voir une possibilité de regrouper toutes les forces anarchistes de ce pays. Il manie des éléments pour juger les raisons du départ de l'U. A. de ces comités. Il veut toujours espérer que le rapprochement n'est pas impossible entre les diverses tendances de l'anarchisme et qu'il faut travailler.

Il regrette encore la participation des politiciens au meeting du *Vel d'Hiv*, où participèrent Cachin et Jouhaux.

Il aurait voulu qu'on permette dans le *Libertaire* d'exposer des positions sur l'attitude des camarades espagnols. « Nous voyons là, dit-il, une erreur ».

Servant (12<sup>e</sup> J. A. C.) est d'accord avec le rapport moral développé par Faucier, et avec la nécessité d'écarter tout sectarisme de notre travail de solidarité et même de notre travail politique propre.

Notre absence de sectarisme, dit Servant, nous rallie des éléments nouveaux. Et s'il y a erreur des anarchistes espagnols, ce n'est pas d'avoir collaboré au gouvernement avec les secteurs politiques, c'est de n'avoir pas conservé cette collaboration ».

Servant se prononce pour l'élaboration d'une charte, de statuts et d'un programme détaillés qui « normaliseront ainsi l'existence de notre organisation ».

(La séance est suspendue à 12 h. 30.)

### Séance de l'après-midi

Ouverture de la séance à 14 h. 30.

Faucier de Toulouse qui a été admis à titre auditif précise pourquoi lui et ses camarades ont quitté la F. A. I. F. D. dont le sectarisme est un obstacle à la solidarité envers les Espagnols.

Haussard donne lecture d'une lettre d'Épilon (Pierre Ruff) de la C. A. sortante, critiquant fortement l'attitude de l'U. A. qu'il considère comme une très grande erreur et précisant son attachement intégral à la paix.

### LES GROUPES D'USINES

Guyard (groupes d'usine et C. A. sortante), demande quelques précisions sur l'attitude des délégués de la F. A. I. en France au moment de l'exclusion de l'U. A. des comités anarcho-syndicalistes. A son avis, aucun travail n'était possible dans ces comités étiés dont les éléments entendent la propagande comme l'affirmation répétée d'un concept absolu. Il est la lecture d'un tract de la F. A. I. vilipendant basement les ouvriers quiq destinés solidisant à porter l'idée anarchiste dans les milieux prolétariens.

Au nom des groupes d'usines, il regrette la non-représentation de ceux-ci au congrès, et qu'il n'en soit pas fait mention dans le rapport de la C. A.

« Il faut prendre aux partis politiques, dit-il, ce qu'il y a de bon. Les cellules d'usines ont amené au Parti Communiste des milliers de travailleurs. Nous saurons limiter notre travail aux nécessités de la propagande anarchiste. Nous n'entreprendrons pas à notre compte un essai de colonisation des syndicats. Mais la propagande libertaire a ses nécessités. Il n'y a pas de meilleur terrain que l'usine pour propager l'anarchisme aux ouvriers trompés. C'est pourquoi les groupes d'usine ont leur raison d'exister ».

Guyard fait une rétrospective de l'action de ces groupes d'usine pour l'action, le recrutement, et le travail de solidarité.

Il s'élève contre la décision de la majorité de la C. A. sortante de la non-représentation des groupes d'usine au congrès. Il demande au congrès de se prononcer immédiatement sur ce sujet.

« Nous ne voulons pas, termine-t-il, éliminer ou inferioriser les groupes locaux. Nous leur serons même un sérieux appoint dans leur propagande. Il serait inadmissible que ces groupes n'aient pas voix délibérative dans un congrès et luttent pour des buts, suivent des tactiques sans participer à leur élaboration. Les groupes d'usine doivent participer à ce congrès avec voix délibérative, en attendant leur « légalisation » par le congrès, avant sa séparation ».

Sait Mohamed (Aulnay-sous-Bois). « Nous étions d'accord au meeting du *Vel d'Hiv*, dit-il, contre les sectaires de la F. A. I. et de la C. G. T. S. R. Nous approuvons l'attitude de l'U. A. dans sa solidarité entière pour l'Espagne. Nous étions plusieurs dans les milices confédérales, sans armes, et nous comprenons la valeur de cette solidarité puisque nous-mêmes aurions tout fait pour l'obtenir ».

« Pour avoir un fusil, j'aurais fait toutes les concessions », dit-il.

Pour la structure de l'U. A., le groupe d'Aul-

nay-sous-Bois, s'en tient au manifeste d'Orléans. Il est d'accord avec la pratique des groupes d'usines contre la colonisation communiste, sans admettre la voix délibérative de ces groupes.

Il fait appel à l'union la plus fraternelle des anarchistes dans l'U. A. et autour du *Libertaire*. Ringas (C. A.) n'a pas d'hostilité vis-à-vis des groupes d'usines, même au nom de l'indépendance du syndicalisme.

La question, dit-il, est celle-ci : *Reconnaissance ou non une organisation anarchiste sur la base professionnelle ?*

Selon lui, les groupes d'usines sont uniquement des groupes de propagande et ne doivent pas avoir de mandat dans les congrès. Le rôle est de recruter des éléments à la base et de les « déverser » dans les groupes de l'U. A.

Le groupe de Colombes s'affirme dans le même sens et dépose cette conclusion au bureau.

« Le groupe de Colombes reconnaît les groupes d'usines en tant que groupes de propagande et demande qu'ils ne soient pas considérés comme base d'organisation ».

« Dans les régions où il n'existe pas de groupe local, des groupes pourraient être constitués sur la base locale par des militants employés dans les usines de ces régions.

« Les groupes prendraient l'appellation de l'agglomération où se trouve l'usine et pourraient, en recrutant, hors de l'usine, préserver le groupe d'une disparition possible par suite du renvoi des militants ou la suppression de l'usine ».

Cam (groupes d'usines) : « Il faut, dit-il, juger les méthodes par les résultats. Le mouvement anarchiste a surtout jusqu'à présent démontré des insuffisances de propagande. Il serait bon d'en changer les bases et les méthodes. Si le P. C. contrôle les ouvriers, c'est qu'il ne prétend pas les amener où ils se situeraient une fois pour toutes. Il va les chercher où ils sont ».

Cam se prononce pour le mandat aux groupes d'usines, et annonce que bien loin de nuire aux groupes locaux, ils les renforceront par une liaison plus étroite.

Gaudin (3<sup>e</sup> J. A. C.) est d'accord pour une réorganisation de l'U. A. Il regrette les différends entre U. A.-F.A.F.-C.G.T.S.R. et voudrait voir se nouer le *Front Libertaire* entre camarades qui pensent et agissent pareillement.

Il se range à l'avis de Guyard pour l'existence des groupes d'usines avec voix délibérative au Congrès.

Les groupes suivants interviennent encore dans le débat sur les groupes d'usines : Virot (Boulogne-Billancourt) qui demande leur

Même bureau que la veille.

Délégué du groupe de coordination de Bruxelles. — Au nom du groupe de Bruxelles, je viens d'abord saluer les camarades anarchistes, Français, Le groupe n'existait pas avant les événements d'Espagne du 19 juillet; de nouveaux espoirs, une volonté de travailler ont permis aux groupes de se constituer. Un comité de coordination pour nos camarades d'Espagne a été créé. La déléguée fait appel à l'U. A. pour qu'une liaison efficace soit assurée.

Servant (12<sup>e</sup> J. A. C.) excuse cette organisation de n'avoir pu envoyer au congrès ses délégués choisis, mais les circonstances ne l'ont pas permis; ceux-ci n'ayant pu obtenir de passeport. Nous avons mis tout notre espoir dans ce congrès et souhaitons des résultats concrets pratiques.

## Le débat sur l'Espagne

Frémont. — Le problème est avant tout un problème espagnol.

« Même si des erreurs ont été commises, c'est de bonne foi, et ce n'est pas tant dans les compromissions. Mais avant tout, nos camarades ont droit à notre défense.

Attaqué par l'impérialisme international, par la contre-révolution à l'intérieur, ce n'est pas contre eux que nous devons porter nos coups.

Depuis un an, il y a eu beaucoup de changement, mais en sont-ils responsables ? Pouvait-il seules mener la lutte contre Franco ? Il leur fallait faire face d'abord à la situation.

La première erreur fut de croire qu'il y avait révolution en Espagne. Ce n'est pas eux qui attaquèrent; ils se défendirent contre les attaques du fascisme et c'est grâce à eux si Franco n'est pas installé en Espagne.

Nous devons dénoncer la contre-révolution qui s'organise en Espagne, exiger de nos impérialistes que les armes viennent de France et d'Angleterre à ce moment-là le chantage russe cessera.

Quant à la collaboration ministérielle, le gouvernement Caballero était beaucoup moins un gouvernement classique qu'une junte de défense antifasciste. Maintenant la C. N. T. veut la reconstitution du bloc antifasciste ruiné par les Staline. Le chantage russe aux armements s'est exercé à une échelle formidable, car il ne faut pas oublier que si Franco n'est pas rentré à Madrid, c'est grâce aux armes russes. De la chantage russe qui devait amener ce qui est arrivé.

On vit ce fait : l'état-major russe déclarer que les armes russes n'étaient pas systématiquement obéies, les armements seraient retirés. Voilà pourquoi, la C. N. T.-F.A.I., pour sauver le mouvement anarchiste dut céder aux concessions.

La répression s'est accentuée contre nous, car le gouvernement Négrin voulait avant tout donner satisfaction aux capitalistes étrangers en faisant croire que le mouvement anarchiste était détruit. Cependant, il n'y a pas eu de défection, 50 % de nos troupes appartiennent à la C. N. T. et à l'U.G.T. et 40 % à la seule C. N. T. Dans les cadres d'officiers de l'armée populaire, la C.N.T.F.A.I. a un pourcentage important de représentants.

Il y a reculé, mais reculé forcé; aucune des perspectives de la C.N.T.F.A.I. n'a été abandonnée. Nos camarades sont réduits au silence, mais ce qu'ils ne peuvent dire, nous nous devons le dire. Cela implique de notre part une solidarité absolue et sans réserve.

Stains critique la situation, mais ne va pas jusqu'à attaquer la C.N.T.F.A.I. La critique est nécessaire, mais ne doit pas être rendue publique. Avant l'insurrection fasciste en Espagne, les travailleurs français ont déterminé un « *ast* » mouvement révolutionnaire. Pourquoi ne pas avoir réoccupé les usines pour tenir en échec le fascisme français et venir ainsi en aide aux révolutionnaires espagnols ? C'est la C. G. T. qui doit intervenir en faveur de nos camarades espagnols, mais il faut pour cela que cette intervention soit préparée par un mouvement révolutionnaire. D'où l'importance du rôle que les anarchistes ont à jouer dans les syndicats pour leur communiquer cet élan.

Boulogne, constatant que toute la presse injurie la C. N. T., que les anarchistes sont victimes de la fourberie des bolcheviks, estime qu'il serait utile que des anarchistes acceptent des postes leur permettant de mieux connaître le Gépécou l'état-major de Marly, etc.

Daurat (Aubervilliers) pense que la question doit être posée sur le terrain politique. Est-il impossible d'instaurer le communisme libertaire ? Entre prendre le pouvoir et participer à un gouvernement Négrin ou Caballero, il y a une position minimum pour les anarchistes, c'est-à-dire faire appel aux organisations syndicales,

liaison étroite avec les groupes locaux, leur non-autonomie et la publication d'une brochure sur les anarchistes et les syndicats.

Montiel (Inter Banlieue-Sud) qui met en cause la mobilité extrême de ces groupes d'usines et se prononce contre le mandat.

Sait Mohamed (Aulnay-sous-Bois) est contre le mandat.

Lecoin ne reconnaît de droit aux groupes que dans la mesure où ils sont spécifiquement anarchistes, pour l'action et la philosophie, ce que ne sauraient être les groupes d'usines qui sont des organes de revendications par opposition aux politiciens, mais non pas leur substance de pensée.

Carpentier (C.A.) s'élève contre et le manque de démocratie de la majorité de la C. A. Il dépose dans ce sens une motion de réserve en réponse au rapport moral. Il se prononce pour le mandat aux groupes d'usines.

Huati (Toulouse, Alger) contre la possibilité qu'il y aurait en accordant un mandat aux groupes d'usine de s'attribuer une voix dans son groupe d'usine et une voix dans son groupe local.

« Ces groupes d'usines, dit-il, sont dangereux pour l'anarchisme qui rejette la mystique de la production, de la société de termites à laquelle nous conduirait la généralisation de ces groupes professionnels qui en fait sont incapables à faire de la propagande spécifiquement anarchiste. »

Carre (Chaumont) constatant que la croissance anarchiste s'est développée dans les usines, demande, d'accord avec Guyard, un mandat pour les groupes d'usines.

Ridel (C.A.) : les groupes d'usines obligent les partis à tenir compte de la réalité. C'est, d'une part l'action révolutionnaire. Le mouvement anarchiste n'aura les pieds au sol que s'il fortifie les groupes d'usines et consent à s'asseoir sur le terrain syndical avec toutes les assemblées responsables.

Guyard intervient pour marquer la différence entre le *Cercles syndicalistes Lutte de Classe* qui groupent tous les oppositionnels révolutionnaires et les groupes d'usines qui ne comprennent que des anarchistes.

L'intrigue (14<sup>e</sup>) n'est pas d'accord avec Guyard. « L'éducation des ouvriers est insuffisante, on peut les entraîner partout même dans la mauvaise voie. Il faut faire leur éducation anarchiste et ne pas laisser dévier l'organisation sur le terrain professionnel. »

Juliot (C. A.) demande que les groupes d'usines soient mis à égalité avec les groupes locaux,

avec entente pour les liaisons et les cotisations.

« Les groupes d'usines sont plus agissants que les groupes locaux, dit-il. La propagande à l'usine exige le minimum de courage et d'activité. Elle ne tolère pas les mauvais militants. C'est pourquoi il faut que les groupes d'usines soient à égalité avec les groupes locaux dans les assemblées responsables. »

Coudry (C. A.) est d'accord avec les groupes d'usine comme base de propagande mais rejette leur représentation dans les congrès.

Le Meillour, Faucier, Montiel, s'affirment dans le même sens.

Il est convenu qu'un grand nombre de groupes n'étant pas mandatés pour cette question celle-ci fera l'objet d'un referendum dans le délai d'un mois, sur ces deux motions, si le vote fait ressortir plus de 30 % d'abstentions.

Les débats étant clos, le congrès se partage de la façon suivante :

Motion C. A. pour le maintien des groupes d'usines comme éléments de recrutement sans représentation : 28 voix.

Motion Ridel, pour la représentation des groupes d'usines avec tous les droits : 9 voix.

Motion Huati. Pour le *statu quo* sur les bases des congrès antérieurs : 4 voix.

Abstentions : 24 mandats.

34 mandats sur 65 s'étant abstenus, la question de la représentation des groupes d'usines sera soumise à un referendum auprès des groupes de l'U. A.

On entend encore Faucier qui explique que l'article de Lashortes fait incriminer *Bravo Blum* n'avait pas le sens qu'on lui a prêté, mais était plus une opposition à la politique de guerre des communistes.

André (pour le *Libertaire*) répond dans le même sens à ce qu'il appelle l'acte d'accusation dressé par Carpentier. L'article de Lashortes a été une réaction contre la politique belliciste des communistes. Qu'on le relise et l'on verra qu'il n'a pas du tout le caractère qu'a voulu lui donner, il rappelle qu'au moment des événements d'Espagne, les camarades qui assumaient le travail effectif de la propagande étaient très peu nombreux et qu'il faut en tenir compte dans les critiques.

Lecoin et Faucier, avant le vote interviennent pour dire qu'on peut et doit voter pour le rapport moral et pour les critiques connues dans le rapport de Carpentier.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.

Pour avec réserves : 18.

Contre : 1.

Le vote sur le rapport moral donne les résultats suivants :

Pour le rapport moral : 46.



# de L'UNION ANARCHISTE

Salle des  
Sociétés  
Savantes  
à Paris

## Troisième journée

Président : Cam; assesseurs : Lacaze (Toulouse) et Martin (Brest).

### La Solidarité Internationale Antifasciste

L'ordre du jour appelle la discussion sur la solidarité internationale antifasciste. Lecoine (Comité pour l'Espagne libre) ouvre la discussion. Il pense que le congrès devra être unanime à approuver entièrement l'action du Comité pour l'Espagne libre. Lecoine rappelle que le Comité pour l'Espagne libre a été créé par l'Union anarchiste et que le plan d'action qui fut initialement présenté a été approuvé par la C. A.

Les meetings du Vel d'Hiv' notamment ont été dans leurs principes et dans leur forme admises avant même la constitution du Comité. « Nous allons, dit-il, présenter un projet d'extension de ce Comité sur la base de la solidarité internationale antifasciste. Quand il s'agit d'une action spécifiquement anarchiste, quand il n'est pas question de doctrine, nous sommes adversaires de toute liaison avec les partis politiques. Mais quand il s'agit de la solidarité envers un mouvement à bases multiples, comme celui de l'Espagne, alors c'est différent. »

En Espagne, dès le premier moment, il y eut front commun de nos camarades avec des organisations non anarchistes et même des gardes civils et gardes d'assaut. Là-bas il y avait bataille en commun contre le fascisme. En France, rien ne s'opposait à ce que la solidarité se plaçât sur le même plan. Mais il est bon de préciser que dans les meetings que nous organisons avec les partis, aucune condition ne fut posée par ceux-ci. Le Comité pour l'Espagne libre en avait la charge et la direction. Peut-on contester que finalement l'U. A. en ait recueilli le bénéfice ?

Le Comité a envoyé pour plusieurs millions de vivres en Espagne (environ 100 camions de 3 à 4 tonnes) sans compter les « moyens de défense ». L'U. A. seule n'aurait pu faire ce travail. Le deuxième meeting au Vel d'Hiv' avec Companys fut organisé avec comme mot d'ordre

la lutte contre le blocus et l'ouverture de la frontière. L'U. A. a fait ainsi par le moyen du Comité pour l'Espagne libre ce qu'aucun parti ne pouvait faire. D'accord avec la C.N.T.-F.A.I., Lecoine obtint du P.S.U.C. et de l'U.G.T. que le parti communiste français et la C.G.T. participent au meeting. On se souvient que par un véritable coup de force Companys fut arrêté à la frontière par le gouvernement français.

Guyard. — On ne peut qu'approuver le travail du Comité pour l'Espagne libre, mais il ne voudrait pas que son vote sanctionne « ipso facto » le nouvel organisme qui va sortir. Ridel approuve également le travail du Comité pour l'Espagne libre, mais regrette que les meetings du Vel d'Hiv' se soient déroulés sans mots d'ordre communs.

Faucier répond que le mot d'ordre commun était « Lutte contre le blocus » et que l'affiche éditée par le Comité portait ce mot d'ordre.

Martin (Brest) fait des réserves. Il n'est pas contre la collaboration avec des partis assez propres au point de vue politique, mais pas avec le parti communiste, car il estime qu'il est le seul bénéficiaire de l'action commune.

Rose (Stains). — On ne peut qu'approuver la base des partis politiques de la sorte, le Comité pour l'Espagne libre a bien agi; et il rappelle l'affaire Ferrer qui fut organisée avec la collaboration de tous les partis et de toutes les organisations.

Huot. — Il est inévitable que dans des meetings pareils les orateurs expriment l'avis général de leur parti. Ce qu'il faut en retirer avant tout, c'est l'impression d'ensemble, et cette impression est incontestablement à notre bénéfice.

Lecoine répète que ce n'était pas la des meetings « anarchistes ». Cependant l'ordre du jour fut rédigé par des anarchistes. Toute la presse le publia. Et l'on vit Cachin faire un discours en faveur du rapprochement de l'U. G. T. avec la C. N. T.

Maintenant Lecoine passe à l'exposé de ce que sera la Solidarité Internationale Antifasciste des militants responsables de la C.N.T.-F.A.I., tels Federico Montseny, Herrera, ont demandé au Comité pour l'Espagne libre la création. Dans l'esprit de ses promoteurs, cet organisme international devra faire contrepois aux organismes déjà créés sous l'égide des partis

politiques. Il devra rayonner dans tous les milieux possibles. Une liste de personnalités a été dressée qui est soumise au Congrès et qui devra permettre ce rayonnement. La C. N. T., sachant ce qu'a fait le Comité pour l'Espagne libre, a fait appel à celui-ci pour organiser le S. I. A. en France. Quand la C. N. T. nous fit cette proposition, nous pensions pouvoir marcher de l'avant sans obstacles intérieurs. Mais par la suite, des objections, des critiques nous ont été faites.

Nous avons attendu ce Congrès pour décider. Il faudra donc que le Congrès se prononce nettement, pour ou contre la forme que nous avons indiquée. On a mis en cause certaines personnalités que nous avons l'intention de solliciter, dit Lecoine. Ici je veux intervenir personnellement, je ne compte plus les fois où depuis dix ans d'innombrables camarades sont venus me demander des démarches dans un but personnel, pour venir en aide à des camarades frappés, par la répression. Je n'ai jamais refusé de faire aucune de ces démarches. Je me permettrais cependant de rappeler que personnellement j'ai fait dix années de prison pour ne pas constituer en comité et que je n'ai jamais sollicité la moindre grâce, la moindre faveur.

Notre regrette Berneri lui-même a dû à des interventions extérieures, alors qu'il était chassé de tous les pays, de pouvoir demeurer en France et d'être ainsi conservé quelques années de plus à sa famille. C'était la besogne humaine et que personne ne songeait à discuter. Mais aujourd'hui, alors qu'il ne s'agit plus de telle ou telle personnalité, de tel ou tel cas particulier, mais du destin d'un peuple et surtout de tout un mouvement frère du nôtre, on soulèverait d'insolites questions de principe pour faire échec à une entreprise de solidarité humaine appelée à avoir un retentissement considérable ? Cela, je ne le crois pas et je pense que le Congrès sera d'accord pour approuver la création du S.I.A.

Délégué des Groupes Anarchistes Espagnols en France. — Il salue le Congrès et approuve le travail du Comité. Les groupes anarchistes espagnols sont prêts à se constituer en comités régionaux du S. I. A. Mais il soulève une objection concernant le « Libertaire ». Il estime qu'il ne serait pas indiqué que le « Libertaire » fut l'organe exclusif du S. I. A. et préférerait la « Nouvelle Espagne Antifasciste ».

Montell (Inter banlieue-sud). — Il n'est pas d'accord pour que la « Nouvelle Espagne Antifasciste » soit l'organe officiel du S. I. A. Il aura lieu d'ailleurs d'utiliser tous les organes

qui voudront bien insérer les communiqués, mais le « Libertaire » devra avoir la priorité.

André (Redaction du « Libertaire »). — Il n'y aura pas de longs débats d'illusions sur l'orientation réelle du S. I. A. Aussi il ne serait anormal qu'un organisme fondé et impulsé par des anarchistes n'ait pas un journal anarchiste comme moyen d'expression. Il sera fait appel à tous les concours; mais il est bon que, devant l'effort intense qui sera réclamé des militants, le bénéfice de la propagande du S. I. A. revienne à notre presse et surtout au « Libertaire ».

Lecoine. — Il constate que la C.N.T.-F.A.I. n'a pas toujours tenu compte des avis autorisés qui lui furent donnés par les militants français. Nous avons accepté la création du S. I. A. à condition que notre mouvement reste parfaitement autonome, aussi bien pour la presse que pour le reste.

Une discussion générale s'engagea en ce qui concerne l'élaboration d'un comité de patronage du S. I. A. à laquelle participèrent Montell, Martin, Chaumont, Saï Mohamed, Frémont, Daurat, Guyard, Lecoine, etc.

Daurat et Guyard élevèrent une opposition de principe.

La création du S. I. A. est adoptée à la quasi-unanimité, moins 4 avis contraires et 2 abstentions.

### L'organisation de l'U. A.

Coudry. — On a parlé du centralisme de la C. A. Cela est dû bien souvent à la faiblesse et aussi à la paresse des camarades de la base qui se reposent sur les militants qui assument la charge du travail pratique.

Montell estime qu'il aussi que la faute vient souvent des groupes intercommunaux de la banlieue sud propose la création d'un poste de secrétaire adjoint et de trésorier adjoint. Il demande que les militants des postes responsables ne soient pas réligibles et que la C. A. soit renouvelable tous les ans par le Congrès.

...

### Séance de l'après-midi

Président : Cam, du groupe du XVII<sup>e</sup> et de la délégation des groupes d'usines.

Frémont, premier orateur inscrit, veut résumer les thèses émises au cours des débats par quelques camarades.

L'expérience même de nos camarades espagnols, la lutte des militants de la C.N.T. et de la F.A.I. est la cause de la venue parmi nous d'un grand nombre d'immigrés, et surtout de jeunes. Pour ceux-là, à qui on avait dépeint l'anarchisme comme une spéculation philosophique et romantique, la tragédie espagnole montrait brutalement, sous son véritable jour, notre doctrine, en la plaçant sur le terrain social. C'est la une des grandes œuvres des anarchistes d'Espagne. Elle passa dans les esprits, nos mots d'ordre essentiels au griffe de l'expérience, ils en ont montré toute la valeur, toute la solidité. Le mouvement anarchiste international bénéficie de l'œuvre de nos frères espagnols.

Cependant, certains jeunes camarades sont venus à l'anarchisme trop imprégnés encore des idées de bolchevisme.

Frémont développe rapidement les différentes thèses soutenues par les intellectuels bolchevistes. Il situe à grands traits les différentes étapes de la Révolution. Puis il s'attache à démontrer que les promoteurs de la Révolution russe n'ont pas été capables d'en être les auteurs, acte tout différent. Capables, ils ne l'ont été, en effet, que pour des combats à coups de textes, mais non face aux problèmes que posait le développement de la lutte révolutionnaire.

Puis le secrétaire de l'U. A. s'élève contre ce poison importé par le bolchevisme russe : la discussion stérile sur des textes plus ou moins en rapport avec une situation donnée engendrait, au sein d'une organisation, la création de fractions dont toute l'activité consistait à critiquer et à désorganiser l'organisation elle-même.

Frémont montre les trotskystes de tous les pays, théoriciens de la lutte fractionnelle, piétinant depuis leur naissance, abandonnés des intellectuels et ignorés du prolétariat.

Fraction dans la parti ? Non. Libre expression de tous les militants et, avant tout, esprit d'organisation.

L'organisation a toujours raison. Actuellement, nous devons avoir certaines divergences sur des points de détail avec nos camarades espagnols, mais toute divergence doit disparaître d'avant l'adversaire.

Même en cas de désaccord, la solidarité et l'esprit de l'organisation nous amènent à justifier publiquement la position de la F. A. I.

On ne peut se féliciter de la décision qui vient de prendre le Congrès, concernant la Solidarité Internationale Antifasciste (S.I.A.). C'est là, dit-il, la possibilité de faire pénétrer la doctrine anarchiste dans le monde ouvrier. Il insiste sur la nécessité absolue de sa création immédiate. Tous les militants de l'U. A. devront œuvrer à l'essor toujours plus grand de la S. I. A.

On en vient à la structure de l'U. A. Nouvelle structure ? Il n'en croit pas la nécessité. Corriger certaines erreurs, certes, mais, d'après l'orateur, le développement de l'organisation est beaucoup plus fonction de mots d'ordre justes de bonne volonté chez les militants que de l'élaboration de textes embrouillés et inutiles. Il cite les résolutions du dernier Congrès et conclut sur ce point. Ce que certains camarades demandent à être par nous envisagé au cours de prochains Congrès, l'U. A. a sa charte d'organisation. C'est à tous les militants de la mettre en application. Pour terminer, il trace un parallèle entre la Révolution russe et la Révolution espagnole. Le bolchevisme russe, dit-il, a implanté dans une partie du prolétariat international cet esprit d'où est exclue toute moralité, toute dignité prolétarienne. L'exemple du bolchevisme qui achète tout avec de l'argent, a été pernicieux pour le prolétariat et l'a éloigné de sa dignité révolutionnaire.

Au contraire, les premiers effets de la Révolution espagnole se manifestent par un retour à la dignité et non à l'achat des consciences humaines. J'insiste sur cette grande valeur de notre mouvement, impuissant à l'heure actuelle, mais en marge de devenir le parti révolutionnaire pur de demain, malgré l'infiltration de notre ennemi n° 1, c'est-à-dire la pénétration policière, parmi nous, malgré nous.

La bourgeoisie serait stupide si elle recherchait, par ses indicateurs et ses provocateurs, à briser l'essor d'un mouvement qui tend à sa destruction, et la bourgeoisie n'est pas toujours stupide.

Voilà exposée une des raisons pour lesquelles il faut savoir discerner et faire confiance à ceux qui, par leur passé même, y sont tout désignés, même s'ils sont amenés parfois à prendre des mesures contre tel ou tel individu.

Il est facile à ceux dont la tâche est de saboter l'organisation, non pas d'apporter des preuves sur des faits existants, mais de semer le doute, de répandre le soupçon, lâchement, sachant que les répercussions en seront néfastes au mouvement tout entier.

Frémont pense que les militants expérimentés doivent arrêter ce louchage lorsqu'il se ma-

nifeste; il invite les militants de tous les groupes à prendre des mesures qui ne permettront pas, dans l'organisation, le développement de la calomnie lâche et désorganisateur.

6 0 0

Puis lecture est donnée d'une motion émanant du groupe de la Banlieue Sud, et traitant de l'organisation de l'U. A. *Giancoli (Paris XIV<sup>e</sup>)* demande une tribune libre dans le « Libertaire », un compte rendu officiel des travaux de la C. A. et du C. I. pour les Fédérations, tous les six mois. A défaut, la création d'un bulletin que chaque groupe paierait.

Caron (XIX<sup>e</sup> J.A.C.) demande la participation de la Province à la Commission administrative.

Servant (XII<sup>e</sup> J.A.C.) revient sur une intervention antérieure. Il affirme que beaucoup de jeunes ne sont pas, comme le prétend Frémont, encore imprégnés d'esprit bolchevique, mais qu'ils veulent que l'organisation ait ses statuts. « Puisque ces statuts existent et je n'en sais rien — je demande qu'ils soient imprimés et qu'on les communique à tous les adhérents, ainsi qu'à ceux qui viendront parmi nous. »

Coudry s'élève contre les critiques formulées à l'égard des responsables : « Les critiques sont sans valeur de la part de ceux qui n'ont rien fait. Les groupes peuvent se tourner vers la C. A. en lui montrant les erreurs qu'elle a pu commettre, mais il serait plus facile à la C. A. de se tourner vers les groupes en leur demandant si tous l'ont secondée dans son travail. »

Il donne lecture d'une décision du dernier Congrès, qui spécifiait que les groupes devaient rendre compte de leur activité à la C. A. le plus souvent possible. Ceci n'a pas été fait.

« Je suis partisan d'améliorer, si nécessaire, la structure de l'U. A. mais il est d'abord indispensable que les militants exigent davantage de cohésion entre tous les organismes de l'Union Anarchiste. »

Montell (Gentilly) est d'accord avec Frémont sur la nécessité de prendre des précautions contre les diffamateurs professionnels : « La probité des responsables de l'U. A. et de Frémont, en particulier, étant absolument incontestable, il faut se méfier de ceux qui, sans preuves, mais par la doute, cherchent à désorganiser le mouvement en colportant des mensonges. »

Ridel (C. A. sortante) pense qu'aucun projet n'est de nature à améliorer la structure actuelle. Pour lui, la réforme de structure correspond à un esprit nouveau dans l'organisation, qu'il regrette de ne pas constater.

Hausard (Inter Thérèse) pensait trouver un état d'esprit large et compréhensif. Il se déclare déçu des positions intransigeantes des camarades Guyard, Carpentier, Daurat, Ridel. Il eût aimé voir un autre « esprit congressiste ».

Marcel Funck (Pré-Saint-Gervais) dépose un projet de guide statutoire. « Le « révé » doit avoir. De ces manuels, et surtout de ces projets, il demande la nomination d'une commission de résolution à laquelle seront remises toutes les propositions. »

La commission est nommée, formée des camarades Faucier, Frémont, Le Meilleur, André, Montell, Giancoli, Gourdin, Hausard, Coudry, Martin. Elle se retire pour élaborer un texte sur l'organisation.

Vintrigner (Paris IX<sup>e</sup>) déclare que son groupe est d'accord dans l'ensemble avec le travail de la C. A. sortante. Il n'est pas, en principe, contre la réligibilité, mais il pense que le « révé » doit avoir des preuves. Il insiste sur la nécessité d'empêcher les éléments individualistes de venir discourir dans nos groupes. Pour éviter la confusion à cet égard, le IX<sup>e</sup> groupe parisien propose, comme la XII<sup>e</sup> et la XIX<sup>e</sup> J.A.C., l'édition d'une brochure sur notre organisation.

Caron (XIX<sup>e</sup> J.A.C.) comme Coudry, déplore le manque de liaison entre les groupes. Les effets s'en font sentir dans le travail.

D'accord sur la nécessité de travailler parfois avec les éléments révolutionnaires marxistes (gauche révolutionnaire, etc.), il pense qu'une union étroite ne peut être envisagée, surtout avec les trotskystes. « Bornons-nous à un travail commun dans certaines circonstances. »

D'autre part, il repousse toute idée de rapprochement avec la F.A.F., dont il pense, d'accord avec Frémont, qu'elle n'a pas sa raison d'être.

Lavrol (Lyon-Vaise et Lyon-Ville) pense que l'organisation anarchiste (U. A.) doit passer, pour le militant, avant tout, même avant les questions syndicales. « Nous sommes d'abord des anarchistes. »

Il se déclare partisan d'une organisation solide, avec de sérieux moyens de contrôle.

D'accord avec Coudry et Caron, il pense que les groupes doivent se soucier continuellement des résolutions prises par les Comités responsables.

Ringass (C. A. sortante) : « On a parlé de nouvelle structure, de nécessité de donner des statuts à l'U. A. Pensons déjà à mettre en application les statuts qui nous régissent actuellement. Les éditer ? C'est certainement une nécessité. Mais la nécessité la plus urgente est que les militants anarchistes comprennent que le fédéralisme ne peut fonctionner que si la base est agissante. Des nouveaux statuts ne serviraient à rien, si on laisse les responsables seuls face à toutes les situations. Toujours, nous avons appelé nos camarades à militer plus activement, à nous décharger d'une partie du travail. Souvent, nous sommes trouvés seuls devant des problèmes graves. Devions-nous ne rien faire ou agir, même en risquant de nous tromper ? Les camarades tels que Ridel, Carpentier, Guyard connaissent bien cette situation, ils étaient de la gauche missionnaire, je pense que nous avons fait notre travail, et je me refuse à dénigrer entre responsables majoritaires et minoritaires. Le secrétaire de l'U. A., notre camarade Frémont, est, lui aussi, un adversaire de la réligibilité. Il a exprimé sa volonté de ne pas être nommé à nouveau. Mais nous sommes trop obligés de tenir compte du petit nombre de militants capables ou disposés, comme le soulignait Vintrigner, d'assurer une tâche aussi ingrate. »

Huot (Toulouse) estime qu'il ne faut pas attendre une très grande application des statuts. Cependant l'organisation est un embryon de la société nouvelle : le groupe est le germe de la commune future. Ce n'est pas de l'organisation anarchiste qu'il y a carence, mais des individus. Un changement de structure apporterait plus le renforcement de puissances attendues. Il faut intensifier le travail local du groupe, s'efforcer de recruter des adhérents. C'est moins un changement de structure qui est nécessaire qu'une modification de l'état d'esprit des adhérents du groupe.

Il développe un plan général qui va de la question paysanne à l'idéologie passant par le travail des jeunes, la question d'Espagne, le syndicalisme, etc. Il est vrai que les groupes se préoccupent insuffisamment de creuser la question sociale en général. C'est à l'indifférence des membres des groupes qu'il faut remédier plus qu'à la structure de l'organisation; avec nos seuls outils existants nous pouvons obtenir de bons résultats si nous savons les utiliser. Il comprend le découragement de certains, mais le travail de la propagande est lent et difficilement. Il réclame une ténacité de tous les instants. Il requiert surtout beaucoup de sagesse dans l'exécution de tous nos plans.

Daurat (Aubervilliers) se déclare d'accord avec

## journée

antifasciste. En France, depuis le temps que nous luttons, qu'avons-nous fait ? et il faut reconnaître qu'en Espagne c'est le seul pays au monde où les anarchistes soient puissants.

On nous reproche bien à nous d'avoir, pour un meeting, invité Cachin et Jouhaux. Jouhaux est le secrétaire de la C.G.T., et quand nous nous adressons à elle pour nous aider dans nos meetings, nous sommes obligés de considérer le délégué comme étant de la C.G.T. et pour aider nos camarades nous devons nous appuyer sur la C.G.T.

Il faut nous placer en face de la même situation en France. Ils doivent lutter contre le fascisme d'abord pour faire triompher l'Anarchie même si pour cela, ils doivent se mettre dans des compromissions. Demain, il y a une grève de 24 heures pour forcer le gouvernement à venir en aide à nos camarades espagnols, c'est mis en toutes lettres dans « le Peuple ». Demain, dans nos usines, nous allons dire à nos camarades : il faut appuyer cette grève pour que la C.G.T. et toute la classe ouvrière viennent au secours de nos camarades espagnols. Comment dire cela si nous disons que ce sont des traîtres ?

La politique de la Russie est la suivante : pour les Soviétiques il est nécessaire que la lutte dure. Tant que la lutte dure en Espagne, les pays fascistes s'affaiblissent et cela fait l'affaire des Soviétiques. Il est un fait : c'est que la Russie a envoyé des canons et des munitions en Espagne.

Croyez-vous vraiment que la C.N.T. et la F.A.I. puisse marcher contre le gouvernement russe. On a bien dit que nous sommes anarchistes, et qu'il faut marcher avec nos principes, mais cela serait bien s'il n'y avait que des espagnols en présence. Il faut être disciplinés pour combattre. Nos camarades ne savent pas mener la guerre, parce que leur action était pour la révolution et je m'étonne que l'on vienne ainsi critiquer l'action de nos camarades espagnols. Ce qu'ils font, ils ont été obligés de le faire et nous ne sommes pas à même de les juger.

Carpentier (C. A.). — Un camarade avait posé une question à laquelle il a été répondu par Frémont. Il avait été dit que nous reverrions un camarade à Barcelone pour ramener un camarade ou deux de la F.A.I. et un camarade de l'opposition (amis de Durruti). Frémont était mandaté pour les ramener. Je suis entièrement solidaire des camarades espagnols mais j'ai le droit de faire des critiques et j'ai le droit de dire ce que nous pensons.

J'ai toujours été partisan du front antifasciste, mais on doit faire des concessions de part et d'autre.

Maintenant, au sujet de ce front commun, on nous a cité un article du camarade Huot. Le camarade nous raconte que lui-même a été pleurer pour avoir des armes pour les camarades, Frémont nous a causé d'une commune, les camarades de la C.N.T. l'ont fait leur commune. Frémont a dit au camarade du Comité Péninsulaire : il y a des choses que nous ne pouvons pas dire et toi c'est à vous de les dire.

Comment se fait-il que l'on envoie des délégués de la C.N.T. à Paris et alors nous voyons ces camarades délégués assister à une réunion tenue à Paris par les amis de l'U.R.S.S. Comment voyez-vous que nous dénonçons la façon de se conduire de ces camarades qui viennent ici en France, ils assistent à un meeting des Amis de l'U.R.S.S.

Hausard nous racontait, ce matin, que nous avions été trouver des camarades pour avoir un peu d'argent pour la propagande. Ces camarades qui ne nous les ont pas données, bien que promises se sont fait saisir de très fortes sommes. Nos camarades devaient rendre le Front commun. Nos camarades arrivent à Bilbao une imprimerie. On a saisi l'imprimerie et on a arrêté les dirigeants. Ce qui n'a pas empêché la venue de Franco.

Il ne faut pas qu'il y ait de mauvaises compréhension. Nous ne sommes pas contre nos camarades de la F.A.I., mais nous avons le droit de dire ce que nous pensons.

Nous critiquons le P. C. quand il dit la France aux Français. Nous n'allons pas admettre que les camarades espagnols puissent dire l'Espagne aux Espagnols.

Ridel. — Je crois que le devoir des anarchistes est de s'occuper de ce qui se passe en Espagne pour en tirer les conclusions pratiques en France.

Il y a des camarades qui sont allés en Espagne pour lutter contre Franco. Est-il logique de dire à nos camarades espagnols : il faut lutter jusqu'au bout même si le gouvernement est républicain.

Je crois que si nous devons être en accord

vis-à-vis de nous, il faut être franc. On nous a dit qu'il n'y avait pas eu de révolution en Espagne. Il y avait une milice ouvrière, entièrement composée par les miliciens. Il y a eu les socialisations, etc.

La F.A.I. a montré trop de loyauté. C'est à tort qu'elle accepte le partage des responsabilités sur un pied d'égalité avec les partis politiques et sans tenir compte des proportions numériques. Il y a eu une impréparation de la C.N.T.-F.A.I. vis-à-vis des événements du 19 juillet. Résultat : prisonniers de formules périmées, la C.N.T.-F.A.I. n'ont pu s'opposer à un gouvernement opposé au peuple républicain au pouvoir.

Le camarade de la C.N.T.-F.A.I. s'est agité, la direction de la C.N.T.-F.A.I. s'est agitée. L'intervention des ministres anarchistes empêcha les milices de descendre à Barcelone. Le Comité régional empêcha d'autre part qu'une action soit entreprise sur les armements qui parvenaient de l'extérieur. Ridel fait ainsi le procès de la politique de guerre des staliniens et cite qu'en Aragon l'aviation soviétique refusant de marcher pour appuyer des colonnes de la C.N.T. fut cause d'un échec militaire. A son avis, il faut procéder à la critique du mouvement espagnol parce qu'il met en relief les défauts de tout mouvement anarchiste : pas de plan économique, pas de la convulsion de la collaboration de classes et ministérielle, s'est révélée impuissante : il est fallu réaliser, dit-il, la menace de Durruti : « Prendre l'argent de la banque d'Espagne ». Ridel est d'accord avec Daurat : « Nous ne sommes pas antifascistes, mais anticapitalistes. Ridel ne veut pas défendre les « purs » de la C.N.T.-F.A.I., mais non plus les collaborationnistes.

La C.N.T. pouvait très bien envisager la lutte commune avec d'autres partis, mais pas dans le cadre bourgeois et s'il est impossible à la classe ouvrière de faire seule la révolution, alors la révolution est impossible.

Huot. — A entendre les critiques et accusations formulées de divers côtés, un sentiment de honte l'a envahi. Ce Congrès se transformerait-il en tribunal ? Sommes-nous si bien qualifiés pour juger ainsi nos camarades espagnols, avec tant de sévérité ? Le problème n'a pas été examiné sous tous ses aspects. C'est l'épique que de l'Espagne, de l'action des ministres. Il faut tenir compte des contingences économiques. La lutte du fascisme contre la démocratie a été dans le fond une lutte pour la conquête des matières premières détenues dans le monde par la France, l'Angleterre, les Etats-Unis. L'Espagne est un pays extrêmement riche en matières premières. De là la convoitise de l'Allemagne et de l'Italie. Franco a pu ainsi bénéficier d'appuis extérieurs et de moyens énormes. On dit que la C.N.T.-F.A.I. eût dû prendre dès le début tout le pouvoir. Il y a tout de même ce « petit » fait : nos camarades étaient totalement dépourvus d'armes au 19 juillet. Des lors, la collaboration avec les autres secteurs antifascistes s'imposait à eux, comme un dilemme de vie ou de mort : collaborer ou périr. De là découle toute la politique empirique qu'ils ont dû suivre. Ils ont dû jouer souvent la comédie, mais c'est à dire qu'ils ont abandonné leurs principes ? Non. On dit : « Les ministres ont trahi ». Autant dire : « la C.N.T.-F.A.I. a trahi ». En réalité, leur collaboration au gouvernement gênait terriblement les partis politiques et la preuve c'est que tous les moyens ont été employés pour les éliminer. Maintenant, ils ne sont plus ministres. Est-ce que cela va mieux ? Et cependant ils sont obligés de continuer à lutter contre Franco avec leurs adversaires politiques. Car le triomphe de Franco serait le signe d'un massacre général de nos forces. La préoccupation dominante de la C.N.T.-F.A.I. a été de maintenir les bolchevistes sur ce point ne les ont pas entamés. En mai, les anarchistes eussent pu instaurer le communisme libertaire. Mais combien de temps cela aurait-il duré ? De partout ils auraient été attaqués et la coalition générale les eût écrasés.

Non, nos camarades ont fait leur devoir, tout leur devoir. Ils ont agi au mieux non seulement des intérêts de l'anarchisme, mais encore du prolétariat mondial. Mais nous, notre devoir, l'avons-nous fait ? Avons-nous suffisamment alerté l'opinion publique ? N'avons-nous pas trop souvent donné le spectacle de nos divisions ? Notre besogne la plus urgente est de créer ce courant d'opinion publique qui, jusqu'ici a manqué à nos camarades. Avant de terminer, Huot tient à répondre à Daurat quand il réclame le pouvoir pour les syndicalistes. Le syndicalisme pur pourrait avec le développement des grandes organisations et l'emprise des grandes fédérations des services publics et d'industries-clés dégénérer dans un corporatisme ayant des points de ressemblance avec le fascisme mussolinien. Il y a là un problème nouveau qui requiert toute notre attention.

Juliot (C. A.) regrette qu'on n'ait pas entendu deux délégués de la F.A.I. au lieu d'un

et avec deux thèses contradictoires, l'inquiétude se serait dissipée. En Espagne, on a l'impression qu'ils se battent pour un fascisme et nous constatons que les révolutionnaires meurent maintenant pour les marchands de canons et les politiciens blancs ou rouges.

Lecoine (Comité pour l'Espagne libre). — Pour que les critiques se fassent jour, il a fallu que nos camarades fussent rejetés du pouvoir. Il est facile maintenant de dire qu'il aurait fallu faire telle ou telle chose, mais il faut se souvenir que dans les difficultés Certains camarades ont agi aujourd'hui en censeurs participant eux-mêmes à l'action générale de la C.N.T.-F.A.I. Ils parlaient en leur nom à la radio, ils avaient des postes officiels. A cette époque, ils se faisaient et maintenant ils critiquent sans répit le ministériisme de la C.N.T. La seule question qui se pose pour nous, c'est de savoir si nous devons abandonner des milliers des nôtres qui luttent là-bas. Est-ce maintenant que la victoire apparaît comme moins certaine qu'au début que nous devons les laisser tomber ? Ne devons-nous pas alors que le danger les environne faire trêve à toute critique pour ne songer qu'à la solidarité que nous leur devons.

Ridel fait une courte réponse à Lecoine au sujet de certain camarade délégué à la radio et qui se livre maintenant à des attaques contre le C.N.T.-F.A.I. Il affirme qu'il lui-même critique la militarisation à la radio sans que ce camarade s'y oppose.

Le Meilleur (Comité pour l'Espagne libre) rappelle des souvenirs personnels de son voyage à Barcelone. Il a vu beaucoup de camarades qui aujourd'hui critiquent sans mesure les militants de la C.N.T.-F.A.I. s'introduire auprès d'eux pour obtenir des avantages personnels. Il rappelle les déclarations que lui firent des camarades responsables sur les conditions draconiennes imposées par les généraux russes.

En ce qui concerne les critiques faites à l'action menée par le Comité pour l'Espagne libre en liaison avec des organisations politiques et syndicales dans les meetings du Vel d'Hiv', il estime que cette action était nécessaire étant donné l'urgence de l'aide à apporter à nos camarades espagnols. Par contre, il s'étonne que ces critiques n'aient pas été dirigées contre ceux qui, au lieu de se consacrer à l'essor d'insurrections d'anarchistes comme Comorera qui a pu récemment calomnier nos camarades au Vel d'Hiv' sans qu'il y eut la moindre manifestation.

Hausard donne lecture de deux longues lettres d'un des plus vieux militants de l'anarchisme international, qui proteste avec vigueur contre les critiques systématiques envers les militants espagnols. Par contre, il s'étonne que ces critiques n'aient pas été dirigées contre ceux qui, au lieu de se consacrer à l'essor d'insurrections d'anarchistes comme Comorera qui a pu récemment calomnier nos camarades au Vel d'Hiv' sans qu'il y eut la moindre manifestation.

Hausard donne lecture de deux longues lettres d'un des plus vieux militants de l'anarchisme international, qui proteste avec vigueur contre les critiques systématiques envers les militants espagnols. Par contre, il s'étonne que ces critiques n'aient pas été dirigées contre ceux qui, au lieu de se consacrer à l'essor d'insurrections d'anarchistes comme Comorera qui a pu récemment calomnier nos camarades au Vel d'Hiv' sans qu'il y eut la moindre manifestation.

Hausard rappelle aussi qu'il maintes reprises quand il était délégué de l'U. A. et du Comité pour l'Espagne libre à Barcelone, nos deux organisations lui ont demandé d'intervenir et de protester contre les emprisonnements ou certains propos tenus par les militaires et les Sans. Quelles étaient les raisons qui ont empêché d'une campagne publique contre eux, l'U. A. et le Comité pour l'Espagne libre ont manifesté leur désapprobation ou leur désaccord.

Jauvier (Toulon) veut seulement informer le Congrès de l'effet néfaste qu'a eu dans cette région la critique du C.N.T.-F.A.I. Il constate que ceux qui trahissent le groupe de Toulon étaient tout d'abord partisans du ministériisme et que, poussés par la F.A.F. et la C.G.T.S.R., c'est après l'échec qu'ils ont changé d'opinion.



Ridel pour constater qu'une réforme de structure ne donnerait rien, puis qu'un esprit nouveau ne se révèle pas. Au Congrès, il désapprouve l'intervention de Huart et vient à signaler son désaccord avec la façon de voir de celui-ci.

Juliot (C. A. sortante) ne voit pas d'obstacle à la réligibilité des responsables. Il se déclare d'accord avec la motion de la Banlieue Sud.

Il rappelle les causes qui furent à l'origine du Congrès extraordinaire. Il est venu au débat plus ample sur l'Espagne.

Il souligne que, si l'expérience de la S.I.A. nécessite beaucoup d'efforts de la part des groupes et leur impose des devoirs, il est normal que ces groupes aient des droits de contrôle sur le S.I.A.

Bordier (Rouen) est pour l'unité anarchiste au sein de l'U. A. Tout militant anarchiste a sa place dans notre organisation. Il est d'accord avec Frémont et Huart et se déclare partisan du maintien des anciens statuts.

Le délégué des III-IV<sup>e</sup> J.A.C. déclare que les propos de Frémont concernant la pénétration policière lui semblent maladroits.

Guypard (C.A. sortante) est d'accord avec Juliet. Il propose un mode de parrainage des nouveaux adhérents à l'U. A.

Mouysset (Annemasse Chambéry, Thonon, Annecy), se situe nettement contre la F. A. F. dont les calomnies envers nos militants lui semblent justifier amplement sa position. Il est pour une carte obligatoire dans l'organisation.

Au nom des groupes qui l'ont mandaté, il insiste pour que la nouvelle C.A. prenne en considération une proposition tendant à créer un journal spécifiquement anticlérical, mieux présenté que « La Calotte », qui n'est plus un journal indépendant.

« A défaut d'avantages un autre moyen de lutte, mais il faut, de toute urgence, mener la bataille contre les curés et la religion. »

Chamont pense que l'on a abusé des mots : minorité et majorité. D'accord avec Huart quant à son intervention sur le but de l'organisation, il approuve aussi Guypard sur le parrainage des adhérents. Il demande à ce que l'on s'attache à la question paysanne et fait appel aux groupes pour que des liaisons sérieuses s'établissent entre Paris et la Province.

Sol Mohamed (Aulnay-sous-Bois) croit qu'il n'est pas besoin de dissuader sur l'unité d'action révolutionnaire. D'après lui, elle se fait et se fera purement et simplement, sans mots d'ordre.

Il pense néanmoins que tout rapprochement avec la F.A.F. est impossible : 1° Il n'y a l'existence réelle de cette organisation ; 2° Il dénonce l'activité toute de ragois de ses quelques adeptes. Puis Sol insiste pour que l'U.A. intensifie la lutte pour la défense des travailleurs indigènes, trahis par le Parti communiste et le Front populaire tout entier.

J.A.C. de Toulouse pense qu'il, malgré l'effectivité d'organisations telles que la F.A.F. et la C.G.T.S.R., l'U. A. doit éviter de creuser plus profondément le fossé qui nous en sépare. Il sait bien que tout travail commun est impossible, mais il demande à tous de faire au moins abstraction des dissensions personnelles.

Brégoat (Colombes) pense que nous devons tout mettre en œuvre pour apporter au prolétariat d'Espagne la solidarité du peuple de France. Il se réjouit donc de l'initiative de la S.I.A. et déclare que nous n'avons pas à conditionner notre activité anarchiste, ni notre solidarité.

En substance, son groupe propose :  
1° Une Commission de propagande ;  
2° L'édition d'une brochure générale ;  
3° L'envoi par la C.A. de schémas de causeries aux groupes ;  
4° Un contrôle sur les nouveaux venus.

Berger (Banlieue Sud) explique la motion qu'il a déposée son groupe. Il se déclare 100 % d'accord avec la ligne suivie par la C.A.

Il pense que l'on doit discuter avec les bons éléments de la F.A.F.

Le délégué de Villeneuve s'affirme adversaire de la carte obligatoire.

Huart (Toulouse) demande pourquoi les groupes J.A.C. ont un mandat et le droit de vote au Congrès, au même titre que les groupes U. A. Cette situation lui semble anormale.

Madrapella (La Courneuve) explique que, dans certains groupes, beaucoup de camarades sont étrangers et que le port d'une carte anarchiste peut leur être préjudiciable. Mais il tient à dire que si, dans son groupe, tous les adhérents n'ont pas la carte, les cotisations de tous ont toujours été payées régulièrement à l'organisation.

Durand (Antony) pense que la carte est très utile, ne serait-ce que pour éloigner les simples curieux.

La commission revient en énoncé et Haussard donne lecture du texte publié dans le dernier numéro. Monteil et Giancoli maintiennent leur opposition sur le principe de la non réligibilité.

Ringeas (C.A. sortante) : « Si, à nouveau, nous devons nous distinguer, entre partisans et adversaires de la carte, je déclare en être partisan. Mais, à mon sens, la carte n'est pas un principe positif d'organisation ; elle n'en est que l'application papérasière. Le principe positif, c'est la cotisation régulière obligatoire. »

Puis, répondant à Huart, au sujet des groupes J.A.C., Ringeas explique comment quelques camarades ont constitué, au sein de l'U. A., de-

vant les événements de l'année dernière, la Fédération de la Jeunesse anarchiste-communiste, dont il est secrétaire.

C'est le moyen qui nous a paru le plus propre à rassembler des jeunes autour des mots d'ordre de l'Union Anarchiste.

Il souligne les résultats obtenus par l'action de la Fédération J.A.C. et, devant le manque de temps, il s'engage à poser le problème soulevé par Huart à la Commission fédérale de la J.A.C., puis ensuite dans une séance commune de cette Commission et de la C.A. de l'U. A.

Frémont présente la liste des candidats à la C.A. et on passe au vote.

Il est acquis par unanimité moins deux voix et 6 abstentions.

Le délégué de la Fédération des groupes espagnols en France remercie l'U. A. pour l'aide qu'elle apporte à l'Espagne. Il pense que la S.I.A. serait lancée plus efficacement par un journal neutre que par le « Libertaire ».

Le délégué du Comité péninsulaire de la F.A.I. remercie également l'U. A. : « La cause défendue ici est notre lutte commune. Et les camarades vous transmettent leur solidarité réciproque, votre lutte étant considérée par eux comme la leur, de même que vous tenez leur lutte pour la vôtre. »

Je viens de téléphoner à Valence pour y faire connaître les résultats heureux de votre Congrès, et je puis vous assurer que, dès demain, toute la région de Valence en sera mise au courant par la diffusion de nos quatorze journaux régionaux.

Malgré quelques discussions mouvementées, j'ai nettement ressenti les sentiments qui vous animent tous, l'effort et le travail accompli par l'U.A. pour nous. Je ne puis que vous remercier encore pour votre intervention constante et solidaire dans les événements d'Espagne. »

Scheck (administrateur du « Libertaire ») donne un rapide aperçu des difficultés matérielles que l'ordre du jour chargé n'a pu être épuisé et que le rapport détaillé sur le « Libertaire » n'a pu être développé. Il fait remarquer le gros travail qui, en raison des décisions du Congrès, attend les militants pour la diffusion de notre presse, et fait appel à tous pour que toutes les bonnes volontés s'emploient à fond pour notre journal.

Cam (président) prononce une courte allocution et lève la séance. Le Congrès a terminé ses travaux.

## RECTIFICATION

Les délégués de Paris 18<sup>e</sup> nous prient de dire que par mandat impératif les deux groupes de 18<sup>e</sup> Montmartre et 18<sup>e</sup> La Chapelle ont voté contre la C. A. de l'Union Anarchiste, ce qui fait en définitive deux voix contre et non une.

## REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

### VENDREDI 12 Bagneux J.A.C.

à 20 h. 30, chez Ouvrier  
Comment nous tendons la main aux Catholiques  
Orateurs : Servant, Ringeas.

### Colombes

5, villa Kreisser.  
L'Anarchisme  
Orateur : Roger Coudry.

### Paris XI-XII

A la Petite Choche, 6, rue Saint-Bernard, à 20 h. 30.

Le rôle de l'Union Anarchiste  
Orateur : Huart.

### SAMEDI 13 Gonesse

A 20 h. 20. Salle de l'Hôtel des Voyageurs, 23, rue de Paris à Gonesse.

la Patrie ce mensonge.  
Orateurs : Patorni, Douteau, Moriss, des Jeunesses antimilitaristes.

### Saint-Ouen

Salle de l'Enfance, à la Mairie  
Les partis politiques et la guerre.  
Orateurs : Coudry.

### MERCREDI 17 Paris 20<sup>e</sup>

Mercredi 17 novembre, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant, premier étage.

Terre sanglante d'Espagne  
Orateur : Emilienne Durruti.

### JEUDI 18 Saint-Ouen

Le sort de l'Espagne  
Orateurs : R. Coudry, Huart.

### Levallois

L'organisation des anarchistes et le travail des Groupes, au lieu des réunions habituelles.

### VENDREDI 19 Brunoy

Sur : Ce que veulent les anarchistes.  
Orateurs : Douteau, Servant, Ringeas.

### Paris V-VI<sup>e</sup>

à l'Eglantine, 45, rue Mouffetard.  
Ce que veulent les Anarchistes  
Orateurs : Frémont de l'U.A., Ringeas, des J.A.C.

### Asnières

Le sort de l'Espagne.  
Orateurs : R. Coudry, Patorni, Alban.

## “La main tendue aux catholiques”

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Plus loin, Thorez compare les bâtisseurs de cathédrales aux... « stakhanovistes » ! Après tout, il a peut-être raison, s'il veut parler de la classe privilégiée pour qui les cathédrales étaient comme autant de signes tangibles d'un pouvoir non seulement spirituel, mais temporel. Ce n'était que trop vrai alors, à cette époque de scandale où l'Eglise est triomphante, et où nous dit Ch. Guignebert « une grande abbaye est un centre d'exploitation de petites gens tout comme un gros château ».

Mais ce n'est pas tout, le « démonstrateur » appelle à son secours maintenant la Révolution française et le rôle qu'y jouèrent les curés de campagne :

Plus près de nous encore, en 1789, n'est-il pas vrai que les pauvres curés de village acquis à la cause du peuple de France, ont accéléré la marche de la Révolution en se joignant aux délégués du Tiers Etat, en décidant ainsi, au lieu du vote par Ordre, le vote par tête favorable aux représentants du peuple, en permettant la proclamation de l'Assemblée Nationale Constituante.

Il serait facile de rétorquer à Thorez en lui demandant si, par hasard, il n'a jamais entendu parler de la Vendée, de la Chouannerie, et sous la Restauration, de la Terreur blanche, qui désola le Midi de la France sous la conduite spirituelle du clergé.

Contentons-nous de rappeler la vérité sur la matérialité du fait invoqué par Thorez, en citant une autorité qu'il ne récusera pas : Mathiez (La Révol. française), citant Mallat du Pan, écrit : « Il ne s'agit plus que très secondairement du roi, du despotisme et de la Constitution ; c'est une guerre entre le Tiers-Etat et les deux autres ordres. » Plus loin (page 52) : « ... le 19 juin, après des débats violents et à une petite majorité (149 contre 137) l'ordre du clergé décidait de se réunir au Tiers. » En lisant l'Histoire de la Révolution, on s'aperçoit que les « débats violents » n'étaient que querelle de boutique et lutte pour les privilèges, et que la « réunion au Tiers » de la petite majorité du clergé ne fut pas de bien longue durée (l'exception d'ailleurs confirmant la règle, il y en eut) ; plusieurs nobles aussi se rallièrent au Tiers, mais l'alliance ne dura guère.

Faut-il rappeler, par contre, que le clergé se dressa presque tout entier et avec quelle violence ! quand la Constitution civile du clergé supprima le casuel ? Quant au nombre des ecclésiastiques qui prêtèrent serment, il fut si minime qu'il fallut prendre des mesures exceptionnelles pour recruter de nouveaux desservants.

Mais, Thorez appelle maintenant à la rescousse un des quatre évangélistes, Saint Paul, dans la deuxième Epître aux Thessaloniens : « Les communistes ont repris l'exhortation de Saint-Paul : « Si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne doit pas manger non plus ». Evidemment, il y a de quoi blâmer des propos qui pour la plupart n'ont jamais tant entendu parler de religion depuis leur première communion. Mais que ceux-ci ne se laissent pas avoir. On peut chercher et trouver dans la Bible, les Evangiles, dans saint Paul (on y trouve de tout) des textes en faveur de la monarchie de droit divin, de l'anarchie, de la démocratie, des maîtres contre les serviteurs, de l'ouvrier qui ne fait pas grand-chose et qui touche sa paye intégrale, etc., etc.). Tout cela ne rime à rien.

M. Loisy, célèbre exégète, ancien professeur d'histoire des religions au Collège de France, écrit, dans la Naissance du Christianisme (p. 17-18) : « ... la seconde (épître) aux Thessaloniens (celle citée par M. Thorez) est, pour le principal, une dissertation théologique sur les conditions du grand avènement ; elle n'est pas écrite pour l'instruction d'une communauté particulière, mais plutôt pour dissiper une inquiétude assez générale de la pensée chrétienne touchant la parousie (1) du Seigneur, impatientement attendue et toujours retardée... Le soin que prend l'auteur (Paul), en terminant, de déclarer sa signature authentique, la rend plutôt suspecte. »

Dans une brochure datant de 1917 (Mors et Vita), le même historien écrit (p. 60) : « ... c'est uniquement par des artifices d'interprétation que l'on peut tirer des discours attribués au Christ une réglementation ou des principes spéciaux de direction pour la conduite de l'homme et du citoyen dans la société moderne. » Et les mêmes artifices peuvent servir pour les discours « attribués » à Paul.

Mais voilà maintenant notre Thorez qui compare Léon XIII à Marx et Engels. Il parait que l'Encyclique Rerum Novarum dénonce le mal de l'oppression économique « presque dans les mêmes termes que le Manifeste Communiste ». Peut-être, mais dans quel but ? C'est M. Guignebert, professeur d'histoire du christianisme à la Sorbonne, que j'ai cité plus haut, qui va nous le dire. Il écrit dans son ouvrage : Le Christianisme médiéval et moderne (p. 289-290) : « Il y aurait grande imprudence à juger des doctrines ecclésiastiques de Léon XIII d'après la légende excessive du pape « socialiste et républicain », édifiée mal à propos sur deux de ses Encycliques : « Rerum novarum », sur la condition des ouvriers (1891) et « Inter innumeras » (1892) sur le rattachement des catholiques français à la République. Lorsqu'on prend la peine d'examiner ces documents, la légende s'effondre. L'encyclique « Rerum novarum » porte en réalité condamnation du socialisme et s'inspire des organisations syndicales modernes tout juste assez pour tracer le plan d'une organisation catholique du travail ; et c'est toujours selon l'esprit de l'Eglise, esprit d'autorité, esprit d'ordre et de consécration pour les forts, qu'elle prétend régler les rapports du travail et du capital. La charité chrétienne, la recommandation de l'amour fraternel réciproque et de la mutuelle consécration n'apportent qu'un tempérament, d'ailleurs, de style, à des déclarations fort hostiles à l'ac-

(1) La parousie était la foi en Jésus ressuscité, dont le prochain retour marquerait l'aurore des temps passés.

## Jeunesse Anarchiste Communiste

### La Jeunesse socialiste contre l'Union sacrée

Qui ! Ce sont les Jeunesses Socialistes S.F.I.O. qui se déclarent nettement opposées à l'union de la jeunesse française.

Ne croyez pas que c'est une quelconque fraction des Jeunesses Socialistes trotskysantes ou anarchisantes qui se dresse contre l'unité du peuple de France !

Ce n'est pas non plus un quelconque Inimé à rhétorique révolutionnaire qui engage le combat avec « ses chers frères communistes ». C'est bien plus drôle. Au nom du comité national mixte, Bernard Chochoy adresse une longue missive de protestation auprès de la Fédération des Jeunesses Communistes de France.

Le secrétaire national des Jeunesses Socialistes, au nom de l'organisme responsable exprime le désir de voir cesser certains agissements des Jeunesses communistes qui ne peuvent « qu'nuire à la bonne harmonie qui existe entre les deux organisations ».

Quels sont donc les faits qui peuvent effrayer les Jeunesses Socialistes ? Quel acte « contre-révolutionnaire » a-t-on pu être commis par l'U.C.J. pour amener la protestation des éternels réformistes de la social-démocratie ?

Notre campagne d'antistalinisme, de lutte contre l'unité de la Nation française a eu un écho au sein du Parti socialiste.

Certains faits ou plutôt méfaits déjà dénoncés par nous sont rappelés dans cette lettre : « L'Avant-Garde » à la célébration d'une messe du 15 août ; en juin, dans le Var, à Vence, propositions d'unité à l'U. P. J. F. (Jeunesse du Parti Populaire Français).

Ce n'est pas tout ! A Bourges les J. C. proposent aux J. S. d'organiser en commun, une fête des conscrits avec en tant que président le général commandant la place de Bourges et en sollicitant la musique du 95<sup>e</sup> R. I.

A Aureilhan, dans les Hautes-Pyrénées, les J. C. (toujours eux !) proposent la constitution d'un secours aux soldats pour aider tous les indigents qu'ils soient J. P., J. O. C., V. N., J. S. ou J. C.

B. Chochoy avertit ses « frères » que le renouvellement de semblables pratiques pourrait être nuisible, non pas seulement à l'unité proprement dite, mais encore au pacte d'unité d'action.

Le secrétaire des J. S. dénonce le danger de « telles » manœuvres qui équivalaient à un très grand service rendu au capitalisme. Nous n'allons pas au nom des J. C. répondre à Bernard Chochoy qu'il ne comprend rien au matérialisme historique et que la nécessité des tactiques employées par leur organisation pour un marxiste clairvoyant est particulièrement visible.

Nous laisserons au J. C. eux-mêmes le soin de répondre à leur « très cher frère socialiste ». Nous nous en donnons pas ! Alors nous comprenons parfaitement les craintes d'un révolutionnaire devant cette course au patriotisme à laquelle participent en bonne place nos nationaux communistes.

Mais où nous ne comprenons plus, c'est de voir Bernard Chochoy protester contre cet état de choses, alors qu'il est lui-même participant au gouvernement de Front Populaire et que celui-ci tout en prêchant la paix sociale a réussi en unifiés de toutes sortes, même avec le clergé (visite du nonce apostolique à Léon Blum) la ou le P. C. a échoué à cause de son passé révolutionnaire.

Alors que les membres du C. N. M. qui orientent : « Blum au pouvoir » ne se fatiguent pas à nous faire croire qu'ils sont révolutionnaires, ils devraient participer à l'écrasement de l'oppression à laquelle ils appartiennent.

Que les membres des Jeunesses Socialistes trompés par ces propos démagogiques aient encore le sentiment révolutionnaire, nous n'en doutons pas, nombre de J. C. le possèdent aussi.

Mais que les responsables aient tout de même plus de pudeur, ou bien qu'ils acceptent de lutter avec nous effectivement contre l'union sacrée, contre les deux ans et la guerre, pour la Révolution.

P. SERVANT.

## NOTRE LIBRAIRIE

### BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grifuel.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateur, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albin.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

La Femme Esclave, par René Chaughli, suivi de Dépopulation et Civilisation, par la docteresse M. Pelletier.

A bas les morts, par Girault (suivi de Le Culte de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Ce que veulent les Anarchistes, par G. Thonard.

Les Trois Complices, par René Chaughli.

tion ouvrière, même pacifique, par la coalition et la grève.

On voit que comme mise en boîte, c'est plutôt réussi.

Enfin Thorez reprend à son compte la formule d'un curé sur la charité :

« L'entente dans l'ordre de la charité » est possible, à écrit quelque part un prêtre catholique. C'est le but essentiel de notre politique de la main tendue, précisons-nous. Nous entendons même le terme « charité » au moins dans le sens large « d'amour du prochain ».

La charité pour les communistes, c'est la vieille règle de solidarité humaine : « Un pour tous, tous pour un ». Et là-dessus les « cadres » déclarent à un tonnerre d'applaudissements.

La phrase est belle, mais ce n'est qu'une phrase. Il est regrettable que ce soient des anarchistes, grands amateurs de phrases, comme le sait tout bon communiste, qui doivent le rappeler.

D'après Thorez, Lénine a écrit que « proclamer la guerre à la religion, comme idole politique du Parti Ouvrier, n'est qu'une phrase anarchiste ».

D'abord, en fait de phrases, qu'est-ce que ces messieurs peuvent nous rendre comme points ! Puis les anarchistes ne conçoivent pas, n'ont jamais conçu la lutte antireligieuse comme unique tâche révolutionnaire. Ensuite nous inviterons Thorez et consorts à voir de près ce qu'est l'emprise des curés dans les régions où la religion est toute puissante, et s'il était possible qu'il leur restât encore un atome de sincérité, qu'ils osent maintenant que leur tentative de rapprochement avec les meilleurs agents spirituels de la domination économique n'est pas le plus formidable bourrage de crânes qui se soit jamais vu dans un parti dit « ouvrier ».

Mais nous n'avons pas cette dernière illusion. La politique de la main tendue aux Croix de Feu n'aggrave, aux catholiques aujourd'hui n'a qu'un but : l'union sacrée pour de futurs massacres.

Tout le reste n'est que littérature... ERNEST-LOUIS.

Les propos subversifs de Sébastien Faure : Pages d'histoire socialiste, par W. Tcherkassoff.

La Fausse Rédemption, La Dictature de la Bourgeoisie, La Pourriture parlementaire, Leur Patrie, La Morale officielle... et l'Autre, La Femme, L'Enfant, Les Familles nombreuses, Les Métiers Haïssables, Les forces de la Révolution, Le Chambardement, La véritable Rédemption, chaque brochure 0 fr. 60.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Deux preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chaughli.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

L'anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lemmina.

Malthus et l'Anarchisme, par C. L. James.

Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Peste religieuse, par Jean Most.

La Loi et l'Autorité, par Kropotkine.

Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

A mon frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

La Conquête du Pain, par Kropotkine... 15 »

Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 volumes... 27 »

L'Anarchie, sa Philosophie, son Idéal, par Kropotkine... 1 50

Dieu et l'Etat, par Bakounine... 1 50

Idées sur l'Organisation Sociale, par Jacques Guillaume... 2 »



## PARIS-BANLIEUE

## PRENDRE NOTE

Dorénavant, toutes les communications de Paris-banlieue et Voix de Province devront être adressées à **ROLLET** au *Libertaire*. Comme par le passé, elles devront parvenir avant le lundi midi et être timbrées du Groupe. (N'écrire que d'un seul côté de la feuille et à l'encre.)

XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup>

Depuis quelques mois ces deux arrondissements subissent les assauts d'une rude propagande anarchiste et révolutionnaire. Deux groupes de la J. A. C. se sont attelés à cette tâche particulièrement ardue pour les jours.

Les résultats ont été cependant satisfaisants, car à part la vente régulière du *Libertaire*, quatre réunions publiques et contradictoires furent organisées réunissant jusqu'à 80 personnes.

Mais ceci ne nous suffit pas : le vieux faubourg Saint-Antoine à tradition révolutionnaire et le quartier de la Bastille ainsi que tout le XI<sup>e</sup> et tout le XII<sup>e</sup> uniquement prolétaires doivent reprendre un visage frondeur et redevenir le centre révolutionnaire de la région parisienne.

A cet effet, un groupe U. A. D. doit se créer au cours de la réunion publique du vendredi 12 novembre, au 6, rue Saint-Bernard.

Tous les révolutionnaires, anarchistes, anarcho-syndicalistes libertaires se fassent un devoir d'assister à cette réunion où sera traité : le rôle de l'Union anarchiste.

Devant la trahison des partis politiques, nous espérons que pas un seul lecteur du *Libertaire* sentant la nécessité d'un regroupement révolutionnaire pour faire face à l'Union sacrée, ne s'abstiendra.

Donc, camarades à vendredi 12 novembre.

Groupes J. A. C. des 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>.

XX<sup>e</sup>

Le groupe de l'U. A. du 20<sup>e</sup> prévient tous ses adhérents et sympathisants que dorénavant le groupe se réunira tous les premiers et troisièmes mercredis de chaque mois. Une causerie éducative sera organisée à chaque réunion par différents orateurs de l'U. A. sur des sujets intéressant tous les camarades. Pour cela nous vous prions de venir nombreux et régulièrement et d'amener des sympathisants avec vous car nous avons un gros travail éducatif à faire. Pour les réunions voir les communiqués dans la rubrique Vie de l'U. A.

## BANLIEUE-SUD

Le Groupe Banlieue-Sud et le Comité local pour l'Espagne libre organisent samedi 6 novembre une goûte avec tombola au profit de nos petits orphelins espagnols. Bonne soirée dont les bénéfices nets se montent à 340 fr. versés intégralement au Comité pour l'Espagne libre 26, rue de Crussol Paris 11<sup>e</sup>.

Merci aux généreux donateurs des 45 lots pour la tombola qui ont permis d'arriver à ces résultats. Voici la liste des numéros gagnants qui ne sont pas encore réclamés :  
Nombres : 14, 240, 257, 356, 341, 222, 141, 144, 282, 104, 301, 348, 378, 301, 222, 316, 318, 145, 143, 478, 156, 293, 879, 298.

Venir réclamer les lots samedi soir 13 novembre à 20 h. 30, à la réunion du Groupe à la Mairie de Biotère, salle du bas.

## CLICHY

COMITE pour l'Espagne Libre

## GRANDE COQUETTE

LE DIMANCHE 14 NOVEMBRE A 14 H. 30 au profit des miliciens et orphelins d'Espagne

Café Derichebourg, 36, rue Chance-Milly, Clichy.

Allocution par un camarade.

## MONTREUIL

Comme nous le disions dans notre dernier article : « Les élections ne changeront en rien le sort des prolétaires. » Oh ! ce n'est pas manqué que nos macons ne les aient abâtis de belles promesses ! Mais, tout compte fait, et selon les meilleures règles des milieux autoritaires, les chefs surtout se sont servis. On a même bombardé adjoint au maire un ancien garde républicain. Et, naturellement, faut que ça marche ! Quant aux pauvres bougres enrégimentés dans les cellules, il ne leur reste plus qu'à obéir sans murmurer. Dimanche dernier, un pauvre type des C.D.H., qui vendait l'« Huma » devant la Mairie, se vit interpellé par un gradé du parti en ces termes : « Gueule donc plus fort, ce n'est pas étonnant que tu n'en vendes pas plus ! »

Encore un qui comprend les bienfaits de la discipline.

Travailleurs, souvenez-vous que tous les politiciens de toutes nuances vivent à nos crochets. Libérez-vous-en, ne soyez plus leurs dupes et venez avec nous qui prétendons « faire notre salut nous-mêmes ».

Le groupe.

## SARTROUVILLE

A quelques tristes individus

L'ampleur accrue de notre mouvement n'a pas l'heur de plaire aux cocos de la localité. Et leur mécontentement se manifeste à l'égard de nos camarades, principalement sur les chantiers, ce qui d'ailleurs, ne les empêche pas de nous calomnier effrontément, nous traitant de fascistes et de provocateurs.

Chez Billard, c'est Salomonné, délégué des maçons qui interrompt l'entrée du chantier à un jeune camarade qui n'est pas partisan de la politique « France aux Français ».

D'autre part, on accuse notre camarade Maurice Szeal de n'avoir jamais remis les sommes collectées par lui : le groupe proteste formellement contre pareille accusation.

Soyez bien persuadés, messieurs les Nacocs que si vous insultez, ni vos calomnies, ni vos sales manœuvres ne nous empêcheront de continuer notre propagande, bien au contraire.

Pour le Groupe :

J. Le Maner.

## STAINS

Nous avons ici l'avantage d'être administrés, si on peut dire, par une municipalité communiste.

A titre de propagande électorale, nous subissons la torture des comptes rendus de mandat de nos délégués bolchevistes.

Aussi, au cours d'une séance donnée aux écoles Jean-Jaures, un camarade formula une protestation contre la taxe de balayage.

La question fut posée à l'adjoint Peyré : à savoir si ne pouvant payer ses annuités du fait d'être chômeur, on pouvait craindre l'hypothèque sur sa maison et son terrain.

L'interpellateur rappelle à Peyré qu'en 1934 il avait la possibilité de payer sa part entière et qu'il en fut dissuadé par Peyré lui-même parce que la municipalité d'alors étant réactionnaire il ne fallait pas l'aider.

Peyré ne s'embarrassa point pour si peu et réservait la politesse pour M. le Curé, il traita

le camarade de rigolo, ce qui lui valut d'être traité de jésuite et quelques coups s'en suivirent.

Le camarade Martin ex-milicien en Espagne (blessé et malade) et conseiller municipal — pas dans la ligne — voulant séparer les deux antagonistes fut frappé sauvagement par un des hommes de choc du maire de Stains, un nommé Petit Bras.

C'est alors que le nommé Tillon, député naco réclama le silence en déclarant : c'est moi qui suis le maître ici ! Il aurait pu ajouter : après Dieu, comme disent les chrétiens.

Et il créa aussitôt un autre incident contre le milicien Martin qu'il traite de déserteur et l'accuse de se compromettre avec des éléments louches de la commune.

Quand on est si courageux que vous l'êtes, M. Tillon, on le prouve en allant rejoindre sur le front d'Espagne, ceux qui luttent pour vous et pour nous garantir de la peste fasciste.

S'il nous fallait encore des preuves de votre jésuitisme, de votre fourberie et de votre incapacité administrative, nous les trouverions dans vos comptes rendus de mandat.

Un Mal-loti.

## VOIX DE PROVINCE

## COMMENTRY

Mise en garde

Le groupe de Commentry tient à signaler aux individualités et groupes de l'U. A. que le nommé Chazard est exclu du groupe pour avoir détourné de l'argent au détriment de l'organisation, et d'avoir fait appel à la police municipale lorsque des comptes lui furent demandés par notre camarade Collin.

Le Groupe de Commentry.

## DIJON

Convocation

Le Comité de l'Eveil Anarchiste rappelle à tous ses membres, que notre réunion de groupe aura lieu le 17 novembre, à 20 h. 30.

Chacun sait que cette séance est d'une extrême importance, et qu'aucune abstention ne doit avoir lieu.

Les sympathisants y sont cordialement invités.

Le groupe fait un pressant appel aux groupes d'Autun, Langres, Dole, St-Claude, ainsi qu'aux isolés de la Côte-d'Or et environs, afin qu'ils se mettent le plus vite possible en relation avec Dijon.

Pour tous renseignements, voir adresse Vie de l'U. A.

L'Eveil anarchiste.

## LE MANS

Tous les camarades du groupe libertaire du Mans, les Amis de la « Patrie Humaine », les anarcho-syndicalistes, les copains libertaires et tous les sympathisants sont amicalement conviés à assister à la réunion du groupe, qui aura lieu le jeudi 18 novembre 1937, à 18 heures très précises, salle 13, Maison Sociale, place d'Arcole, Le Mans.

Objet : Compte rendu et impressions du Congrès de l'U. A.

Le Secrétaire du groupe manco.

## PERPIGNAN

FEDERATION DES COMITES ESPAGNOLS D'ACTION ANTIFASCISTE EN FRANCE AU SECOURS DE MADRID

Camarades antifascistes, Madrid ! L'heroïque cité qui, de toutes ses forces résiste au fascisme depuis déjà un an ! Madrid ! dont la vie s'écoule dans l'épouvante infernale d'un bombardement aveugle et féroce qui, jour et nuit, pilonne inlassablement la cité martyre ! Madrid où des femmes, des enfants, des vieillards ont faim, ont froid, ont peur !

Madrid appelle au secours...

Madrid a besoin de vous !...

L'hiver approche, aggravant les rigueurs de la guerre : l'Espagne voit, avec un terreur chaque jour plus grande, se raréfier les aliments les plus nécessaires, les plus indispensables à la vie : nos frères manquent de pain, leurs petits enfants vont demandant du lait ! Toute l'Espagne évoque en tremblant le spectre hideux de la famine !

Resterez-vous indifférents à la misère humaine provoquée par la criminelle agression des traites que vous connaissez ?

Nous sommes sûrs que d'ici quelques jours, nous sommes persuadés que vous répondrez à notre appel. Notre Fédération qui a déjà tant fait, avec votre aide, pour secourir nos frères espagnols en lutte contre la barbarie et pour la liberté du monde, a l'intention d'organiser, dans un mois environ, un grand convoi de vivres pour Madrid. Si vous le voulez, ce ne sont pas seulement quelques wagons, mais des dizaines de wagons, des trains complets même qui partiront en votre nom pour le Front de la Liberté.

Nous désirons, en plus des marchandises que nous achèterons en grande quantité avec les souscriptions recueillies, pouvoir envoyer un grand nombre de colis pour miliciens et familles. Que tous ceux qui ont, soit un de leurs miliciens sur le front de Madrid, soit une famille restée dans l'heroïque cité, nous adressent un ou plusieurs paquets contenant des denrées non périssables (sucre, lait, légumes secs, chocolat, etc.) nous prenons ici l'engagement formel de faire parvenir tous ces colis en bon état à leurs destinataires.

Camarades antifascistes,

Au travail !... Tous à l'œuvre pour Madrid qui sera, si vous le voulez — et nous le voulons tous — le tombeau du fascisme.

LE COMITE NATIONAL.

Adressez la correspondance à Cutzach Emile, Boite postale 9, à Perpignan. Les fonds, à Cutzach Emile, C/C postal 237.53, Montpellier, et les colis à domiciles. Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste, ancien hôpital militaire, rue Maréchal-Foch, Perpignan. Joindre 5 francs en timbres pour frais de transports par colis de 10 kg. pour les familles. Le transport des colis pour les miliciens est gratuit.

N.B. — Notre service par camion continue une ou deux fois par semaine.

## SAINT-ETIENNE

C'est dimanche 14 décembre, que nous ferons une grande réunion d'information ouverte à tous les lecteurs du *Libertaire*, à tous les sympathisants, avec le concours du camarade Frémont, secrétaire de l'Union Anarchiste. Que tout le monde fasse son possible pour y assister : après la réunion, une discussion suivra. Un appel est fait spécialement aux jeunes pour la création d'une jeunesse anarchiste.

Cette réunion aura lieu le dimanche 14 novembre, à 9 heures précises du matin au Cercle l'Entraide, 24, rue Pointe-Cadet (au fond du couloir), St-Etienne.

Le Groupe.

## Révolutionnaires de Villeurbanne

## GRAND MEETING

## VENDREDI 12 NOVEMBRE

A 20 h. 30, au Tout va bien, place Grand-Clément.

Où va le Front Populaire ?

Orateurs : Cesbron, Lavorel et Frémont. Prière à tous de venir nombreux !

## TRELAZE

Comité d'aide aux réfugiés espagnols

Ainsi qu'il a été signalé dans la presse, le maire de Trelaze, soutenu par toutes les organisations ouvrières de cette commune, s'est refusé à laisser rapatrier les femmes, enfants et vieillards, réfugiés à Trelaze, au nombre de 47.

Depuis, c'est la population tout entière qui, par des collectes, dons, assure la subsistance des malheureuses victimes de la guerre civile espagnole. Mais la charge assumée est lourde, et les sacrifices consentis insuffisants, pour permettre au Comité d'assurer dans les mois à venir, une vie exemplaire de secours matériels à ces réfugiés.

Aussi, le Comité lance-t-il un appel pressant aux gens de cœur en leur demandant d'envoyer leur obole. Les dons peuvent être adressés à la Mairie qui accusera réception des sommes reçues.

D'avance, les membres du Comité adressent leurs plus chaleureux remerciements aux donateurs.

Pour le Comité, Le Maire, président.

## ST-ETIENNE (Groupe Ascaso-Durruti)

Les événements, qui marchent à une allure vertigineuse, exigent, de la part de tous les militants, que chacun prenne ses propres responsabilités, que chacun définisse sa position vis-à-vis des circonstances qui se présentent, que tous s'unissent pour rechercher, en plein accord, les moyens de faire face à toute éventualité et que l'effort de chacun contribue à ce que l'avant-garde révolutionnaire devienne capable d'avoir une prise sur les événements, de leur imprimer sa volonté, de les diriger.

C'est dans ce but que le groupe Ascaso-Durruti va organiser périodiquement des grandes réunions, où tous les camarades, tous les sympathisants et les lecteurs de notre presse sont vivement invités à y prendre part.

Des orateurs traiteront les questions les plus variées et une libre discussion s'ensuivra, où, harmonieusement, chacun pourra apporter son point de vue ; chacun pourra soulever des questions, se renseigner et ensuite apporter son concours au travail à accomplir.

La première de ces réunions aura lieu dimanche 14 novembre, à 9 heures, au Cercle de l'Entraide, 24, rue Pointe-Cadet, avec le concours d'un camarade orateur de Paris.

La présence de tous les camarades et sympathisants est vivement sollicitée, afin de mettre en évidence que les forces de la Révolution ne sont pas mortes. Pour le groupe : Héracito.

## CONFÉRENCES DE SÉBASTIEN FAURE

## EN PROVINCE :

Le vendredi 12 novembre, à Châteauroux

Le samedi 13 novembre, à Argenton

Le mardi 16 novembre, à Issoudun

Le jeudi 18 novembre, à Vierzon

Le vendredi 19 novembre, à Bourges.

## A PARIS :

Le mercredi de chaque semaine de décembre, à la salle Lancry (40, rue de Lancry) :

La première de cette série de conférences aura lieu le **MERCREDI 1<sup>er</sup> DECEMBRE 1937, à 20 h. 30.**

Sujets traités :

« Les Bobards démagogiques de l'Intérêt général » — La Défense Nationale — Faire payer les Riches — Le Peuple souverain — Ni Réaction, ni Révolution — Dieu bénit les Familles nombreuses — L'Etat-Providence — Conclusion.

## Communications diverses

C.G.T.S.R. — Convocation de la Commission Exécutive Fédérale. — Vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux publics de France et des Colonies. Siège, 33, rue de la Grange-aux-Belles. Afin d'examiner des questions très importantes et urgentes, le C. G. T. S. R. se réunira le samedi 20 novembre, à 15 heures, au siège du S. U. B. de Carrières-sur-Seine.

Les travailleurs des transports et manutentions sont informés qu'un syndicat de la C. G. T. S. R. vient de se constituer. Déjà de nouveaux copains sont venus nous apporter leur concours.

Permanence tous les jours, toute la journée au 108, quai de Jemmapes, Paris 10<sup>e</sup>.

■ Marseille-Saint-Antoine. — Le groupe libertaire de Saint-Antoine donnera, dimanche 21 novembre, à 10 heures du matin, dans la salle du bar de la place Robert, à Saint-Antoine, une grande conférence sur le sujet suivant : Les anarchistes, ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent. Que chacun fasse le nécessaire, afin que la réussite soit complète.

■ La Ligue Internationale des Combattants de la Paix organise le vendredi 12 novembre, à 20 h. 30 précises, au Palais de la Mutualité, 24, rue St-Victor, un Grand Gala de l'Armistice, sous la présidence de Georges Pioch. Henri Jeanson présentera au public parisien le cinéaste G.-V. Pastel, le réalisateur de : La Rue sans joie, de l'Opéra de quat' sous, de 4 de l'Infanterie et de « La Tragédie de la Mine » qui sera projeté intégralement au cours de la soirée. Sur scène, paraîtront Albert Préjean, créateur de l'Opéra de quat' sous ; Villabella ; Gilles et Julien ; Berthe Boyv et Pierre Blanchard. Prix unique des places : 10 francs.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aidé à soutenir le camarade T. évadé des bagnes staliniens et à lui faciliter son installation en France. Il a reçu ce jour, suite à son précédent appel, les sommes suivantes : Anonyme (Paris) 100 fr. ; Pouzet (Puy-de-Dôme) 30 fr. ; Baudin (Sabon-d'Orléans) 20 fr. ; La-montellerie (Paris) 10 fr. ; anonyme (Vaucluse) 30 fr. ; Durand (Algérie) 20 fr. ; Challeys (Paris) 25 fr. Liste recueillie par M. W. à la réunion des Amis de l'Ecole Emancipée et au Congrès du Syndicat National des instituteurs à Paris : 118 fr. Soit un total de 353 fr. qui ont été remis immédiatement au camarade T.

■ Le Comité pour l'enquête sur les procès de Moscou et pour la défense de la liberté d'opinion dans la révolution remercie les camarades qui l'ont aid



## Le monde renversé

Pendant qu'on parle aux ouvriers de la "pause" les patrons déclarent vouloir résister jusqu'à l'insurrection

Ne serait-ce pas plus logique d'inverser les rôles?...

# Le libertaire syndicaliste

## « Nous irons même jusqu'à l'insurrection... »

Signe des temps ! Ce n'est pas dans un meeting cégétiste, politique ou anarchiste que cette phrase a été prononcée, mais dans une réunion des patrons métallurgistes de la région parisienne. Merci patrons ! Merci d'avoir — à ceux qui croyaient possible qu'il pût exister, de vous à nous des possibilités de collaboration, des possibilités de règlements de conflits par la voie arbitrale — merci de leur avoir montré qu'ils étaient dans l'erreur.

« Jusqu'à l'insurrection ? » D'accord avec vous. Mais surtout, ne faites pas comme vous avez fait chaque fois que le prolétariat enflait la voix, ne faites pas ce que vous avez fait en 1906, en 1920, en 1936.

Ne fidez pas le camp. Restez là à cette fois. Vous aurez, nous aurons une belle occasion de régler nos comptes. Vous voulez nous écraser ? Allez-y. Nous voulons, nous, appliquer intégralement le programme syndicaliste. Mais il faut que vous restiez ici et que vous alliez jusqu'à l'INSURRECTION. Et surtout, n'oubliez pas que le but principal de la C.G.T. est : LA SUPPRESSION DU PATRONAT. Entrez vous et nous, l'explication ne peut manquer d'être intéressante.

Seulement, vous ne resterez pas là. Vous n'irez pas « jusqu'à l'insurrection ». Vos grands cris, vos motions, vos menaces de sanctions, autant de boniments sans consistance. Vous voudriez nous effrayer, vous ne réussirez qu'à nous faire rire. Vous avez peut-être entendu dire qu'à la réunion des responsables des usines, beaucoup étaient opposés à la grève, et vous en avez déduit qu'il y avait manque de combativité et que vous pouviez charger à fond.

Erreur patrons ! Erreur. S'il y eut opposition à la grève d'une journée ou d'une heure, c'est

parce que beaucoup de délégués trouvaient qu'elle était trop tardive et trop limitée dans sa durée et dans ses buts. Beaucoup trouvaient que le Comité Central avait eu tort d'accepter la sentence arbitrale ; que le bureau syndical avait eu tort d'attendre quatre mois et demi cette sentence.

La décision de grève d'une heure pour mercredi a été prise. Elle sera unanimement appliquée, que ça vous plaise ou non. Quant aux sanctions, essayez un peu d'en prendre. Ce sera pour nous, l'occasion de dénoncer l'arbitrage, de refuser vos mesquines augmentations et d'exiger tout ce que la pause nous a fait perdre. Et si vous refusez, nous prendrons tout. Il faudra fatalement que nous en arrivions là. Mieux vaut tout de suite que plus tard.

« Jusqu'à l'insurrection ? » Ce mot résonne mal dans vos gueules de mercantis. Ne vous emballez pas trop sur l'exemple de Franco. Vous pourriez y laisser des plumes. La révolte des ventres dorés ? Sans blague !

Un des mots d'ordre de la grève de mercredi était l'aide à apporter à l'Espagne. Froideval y voit un mouvement politique. Je ne comprends pas bien. Nous aussi nous estimons que la question de l'aide à nos camarades espagnols n'avait rien à faire ici. Mais pas pour les mêmes raisons que Froideval. Singulière conception du syndicalisme que celle qui prétend en limiter le but à l'obtention de quelques avantages d'ordre matériel dans le cadre de la société capitaliste. La question espagnole doit passer, pour nous, avant toutes les autres. Surtout au moment où s'avère totale la faillite des Etats ou des gouvernements étiquetés « démocratiques ».

Entre Franco qui, avec l'aide des gouverne-

ments fasciste et hitlérien, fait peser une menace sur « leurs patries », et les ouvriers espagnols dont la victoire serait dangereuse pour leurs intérêts de « classe », les démocrates n'ont pas hésité : elles sont avec Franco. Et nous n'aurions pas le droit, sous prétexte que c'est faire de la politique, de nous porter de toutes nos forces aux côtés de nos camarades d'Espagne ? Ce n'est pas seulement un droit, c'est un impérieux devoir. La neutralité équivaut à la complicité. Attaquée par tous les fascismes, attaquée par le capitalisme international, abandonnée (pour ne pas dire trahie) par les soi-disant démocrates, la classe ouvrière espagnole ne peut compter que sur l'aide du prolétariat international. Et on lui marchanderait cette aide sous le prétexte que le syndicat ne doit pas faire de politique ! Triste ! Eh bien ! non. Ça nous regarde l'aide à apporter au peuple espagnol. Je dirai même que c'est surtout nous que ça regarde. Car les partis politiques dits d'extrême gauche ne veulent, eux, rien faire. S'ils désiraient sincèrement l'ouverture de la frontière, ils refuseraient leurs votes au gouvernement qui ne veut pas considérer le gouvernement espagnol comme le seul régulier et rétablir les relations commerciales avec lui. Mais tout le reste : boycott des fascistes, achat et envoi d'armes et de matériel aux travailleurs espagnols, et tant d'autres choses, est-ce que tout cela ne relève pas du syndicalisme et de la solidarité internationale des travailleurs ? Et puis, même si c'était de la politique ?

Quand on admet la présence de la C.G.T. dans le rassemblement populaire, on n'a guère le droit de se montrer aussi pointilleux sur l'indépendance du syndicalisme.

CAM.

## Le mouvement syndical

### DANS LE LIVRE PARISIEN

Le congrès de délégués d'ateliers de la R. P.

Une très importante manifestation de base s'est produite ces jours derniers dans le livre parisien. Le Comité Intersyndical avait convoqué un congrès de tous les délégués d'ateliers de la région parisienne. Les questions professionnelles portaient sur l'apprentissage, l'embauchage et le débauchage, les congés annuels, et surtout sur le salaire national par l'obtention de conventions régionales synchronisées et unifiées sur la base des indices régionaux, de manière à éviter le décalage croissant des salaires entre la région parisienne et la province.

### Une motion sur l'Espagne pour l'unité U. G. T. - C. N. T. et contre le blocus

En outre, notre camarade Jean Biso a présenté une motion sur l'Espagne qui a été votée à l'unanimité.

« Le Congrès des délégués d'atelier du livre parisien, réuni à la Grange-aux-Belles, les samedi 6 et dimanche 7 et 8 novembre 1937 :

« Envoie l'expression de sa sympathie la plus agissante à la classe ouvrière espagnole en lutte contre Franco et le fascisme international ;

« Souhaite ardemment l'unité entre les deux grandes centrales syndicales l'U.G.T. et la C.N.T., union qui, galvanisant la classe ouvrière espagnole, sera le facteur décisif pour précipiter la déroute des bandes fascistes internationales ;

« Et exige que le gouvernement français rouvre la frontière pyrénéenne pour permettre la liberté légitime de revivification en toutes matières et en armes aux antifascistes espagnols. »

Le congrès aura une suite le 28 novembre et il sera discuté de la procédure de conciliation et d'arbitrage que plusieurs délégués ont l'intention de dénoncer catégoriquement.

### DANS LA SELLERIE

#### LE GOUVERNEMENT SI SEVERE ENVERS LES OUVRIERS DE NATIONALITE ETRANGERE SERAIT-IL AUX ORDRES DES PATRONS ETRANGERS

Des militants d'avant la guerre peuvent se souvenir du nommé Schulman, réfugié politique qui, alors qu'il était ouvrier riveur en maroquinerie, menait la lutte contre le patronat et le Gouvernement français.

Ce Monsieur tel Tane de Buridan semblait avoir eu de la difficulté à choisir entre le capitalisme, le communisme ou l'anarchisme.

Après diverses affaires de maroquinerie et un séjour de deux années au pays des Soviets nous le retrouvons dans une autre affaire d'articles d'atelier, avec son triste beau-frère et associé Kresced.

La si se distingue par une exploitation honteuse de la main-d'œuvre. Les quarante-huit heures de la semaine sont dépassées. C'est assez dire que le délégué dans la maison n'est pas en état de tout repos. Tous les patrons français réunis dans la chambre syndicale patronale intéressée (environ 35) n'ont pas toléré autant de violations de la Convention collective que ces Messieurs.

Et pour couronner tout cela le licenciement du délégué d'atelier s'imposait ; chose faite sous un prétexte des plus contestables, poussant ainsi les ouvriers à la grève qui est effective depuis le 25 octobre ; d'autre part comme dans toutes les histoires, nous allons écrire de brigands, apparaît un troisième larron ; en l'espèce la surveillance dont tout le monde se traduit par une complaisance d'un genre spécial à l'égard de son patron auquel s'ajoute une haine maladroite, à l'égard du personnel ouvrier.

Le plus regrettable est que dans cette maison qui emploie pour la plupart des jeunes filles mineures circulent des bruits susceptibles d'alarmer à juste titre les familles intéressées.

Tout ceci en conclusion nous laisse à penser que la police est bien mal inspirée en déployant un tel zèle à défendre par un déploiement de force une si mauvaise cause.

Le Syndicat de la Sellerie.

### DANS LE BATIMENT

#### LA SENTENCE SURARBITRALE ACCORDANT 6 0/0 AUX OUVRIERS EST RIDICULE ; MAIS ELLE N'EST QUE LE RESULTAT DE PLUS D'UN AN DE REGULES ET DE CAPTULATIONS DES POLITIQUES A LA TETE DES SYNDICATS. GUEVRONS POUR UN SYNDICALISME LIBRE

Ce n'est pas beau à voir, dans les chantiers et ateliers, c'est pour cela que l'on a recommandé aux ouvriers d'être patients et disciplinés, dans l'attente des décisions arbitrales.

« Vous les aurez les 15 % et avec rappel pendant ? » Vous les aurez les 15 % et avec rappel encore, autrement le patronat verra ce dont nous sommes capables, nous, les gars du Bâtiment et le gouvernement avec.

La ridicule sentence est rendue, le gouvernement en accord avec le patronat se frotte les mains, les salaires restent dévalués dans une grande proportion, la misère s'installe au foyer des travailleurs qui ont encore la possibilité d'occuper leurs bras ; les 15 % déjà insuffisants ont été rajoutés les grands travaux, aux oubliettes, nos grands stratèges syndicaux croient-ils con-

éviter cet isolement qui a permis l'échec des employés de « La Soie » luttant contre un patronat organisé qui préfère sacrifier une de ses firmes plutôt que de céder aux justes revendications ouvrières.

Les grands responsables sont les précheurs de paix sociale à tout prix qui entretiennent l'illusion d'une conciliation possible par l'arbitrage dans l'arbitraire ; c'est bien là le cœur de la question et nous sommes heureux de nous retrouver sur ce point d'accord avec nos camarades de « La Soie » pour en dénoncer l'iniquité.

N. F.

server force et vigueur au mouvement syndical en menant les ouvriers de défaite en défaite, est-ce pour aboutir à cela que les contrats collectifs ont été reconduits à échéance en hiver, et avec la fin de notre Exposition verrons-nous également la fin de nos avantages syndicaux acquis, tués par et pour cette Exposition, cause de vie chère pour les ouvriers, d'enrichissement pour les mercantis de toute catégorie, alors qu'elle aurait dû être au contraire le moyen d'obtenir des conditions de travail normales assurées par un contrat collectif dans lequel on aurait inclus avec des bases de salaires revues selon les conditions de vie actuelle, l'échelle mobile et le contrôle de l'embauche et de la débauche ; des démonstrations et manifestations avec volonté d'aboutir nous auraient fait obtenir des pouvoirs publics l'ouverture des grands travaux nécessaires à la marche normale de notre industrie, et en travaillant ainsi nous aurions travaillé également pour l'ensemble de la classe ouvrière ; le Bâtiment est considéré à juste titre comme l'entraîneur, aussi bien sur le plan syndical qu'économique ; quand le Bâtiment va les autres corporations ont confiance. Il faut que les ouvriers comprennent que le syndicalisme n'est pas responsable de l'impasse dans laquelle on les a conduits ; ce sont les politiques actuellement à la tête de la plupart des syndicats qui sont les vrais responsables de cet état de choses. On a fait de la politique et de la plus sale, de la lâche gouvernementale et on a perdu de vue avec le syndicalisme les revendications ouvrières et la volonté de les faire aboutir. Aucune excuse n'est valable pour ceux qui nous ont si mal pilotés. Il faut que les ouvriers s'imprègnent de cette idée que c'est en eux seuls que résident leurs possibilités d'émancipation, seule leur action les libérera d'étout despotisme et dans les syndicats débarrassés de toute tutelle politicienne, ils pourront coordonner leurs efforts et reprendre la lutte vigoureuse et saine qui doit les mener de victoire en victoire à la libération définitive, c'est-à-dire à l'abolition du patronat et du salariat.

A. Pinçon.

## Dans les Boîtes et sur les Chantiers

### CHEZ CITROEN

A l'Outilage Central

Le 4 novembre 1937 eut lieu une réunion de la deuxième section syndicale, en vue de prendre position au sujet de la proposition du syndicat des métaux d'une grève de 24 heures en signe de protestation contre la dernière sentence arbitrale.

Des camarades avaient précédemment demandé que cette décision soit votée à bulletin secret, ce qui ne faisait pas l'affaire de quelques-uns. Plusieurs interventions de gens davantage politiques que syndicalistes eurent lieu ; mais ces flots d'éloquence ne purent noyer le poisson et le vote fut décidé à bulletin secret.

Après lieu des discussions, les « chefs » se décidèrent à lire (pour à tortiller) une motion votée la veille à l'unanimité par la sous-section des rectifieurs et dont voici le texte :

« Les ouvriers de la sous-section des rectifieurs et détalonniers de la 2<sup>e</sup> section syndicale des usines Citroën réunis en assemblée générale le 3 novembre 1937 :

1<sup>o</sup> Étant les dirigeants syndicaux d'avoir accepté l'arbitrage de 6 %, sans effet rétroactif, sans en avoir référé aux ouvriers qui eux, étaient disposés à agir pour obtenir les 12 % ;

2<sup>o</sup> N'acceptant en aucune façon une grève de 24 heures qui n'a pas sa raison d'être, l'arbitrage étant accepté en fait ;

3<sup>o</sup> S'élève contre les dépenses abusives faites sans le consentement des ouvriers (propriétés, châteaux, immeubles, etc.) ;

4<sup>o</sup> S'opposent à faire une heure supplémentaire par semaine pour la retraite des vieux travailleurs, ce qui porterait atteinte à la loi de 40 heures, et estiment que les assurances sociales peuvent s'en charger ;

5<sup>o</sup> Tenant avant tout à libérer le mouvement syndical de l'emprise des partis politiques, exigent la démission du bureau confédéral (Jouhaux et autres) dans un délai d'un mois ; dans le cas contraire, l'abstention de prise du titre syndical entraînera en vigueur à titre de protestation ;

6<sup>o</sup> Exigent que cette motion soit inscrite dans les organes syndicaux Métallo et Union des Métaux.

Adopté à l'unanimité sur tous les points. Saluons les antifascistes espagnols, demandons l'ouverture de la frontière et le libre commerce des armes et tous produits avec l'Espagne antifasciste.

Adopté à l'unanimité. Cette motion, adoptée à l'unanimité par l'une des sous-sections ne fut même pas mise au vote et se heurta au refus catégorique d'insertion dans la presse syndicale.

A part cela, le syndicat c'est nous et la base commande !

Un Groupe de Syndiqués.

### CHEZ KELLNER-BECHEREAU

Chez Kellner-Béchereau tout va mal. Il y a quelque temps la direction distribuait quelques annonces afin de diviser les travailleurs entre eux. Plus récemment de nombreux renvois eurent lieu concernant principalement les camarades qui menaient de l'action sans qu'une réaction se manifeste, bien au contraire, puisque le responsable local vint prononcer des paroles de calme et d'apaisement.

Camarades il est temps de réagir et de prendre position pour le débouçage de crâne et la lutte de classe.

Il faut démentir le bloc syndical et que chaque prenne conscience de ses droits mais également de ses devoirs.

Il ne faut pas que le bureau syndical prenne des initiatives, même celles qui lui paraissent heureuses sans consulter la base et que toute demande de dérogation soit énergiquement repoussée tant qu'il y aura du débauchage. Il faut exiger l'application stricte du contrat collectif

et le respect des formes légales concernant le débauchage et le réembauchage. Si les papillons noirs empêchent certains de dormir nous informons messieurs les mouchards que notre action ne s'arrêtera pas là.

Nous prévenons le dénommé René, contremaître des chaudronniers, qui en dignité Stanilien, puisqu'il appartient aux cellules communistes sait lecher la botte et être le bon chien de garde de ses patrons, que s'il continue ses petites saloperies nous lui botterons soigneusement les fesses.

Quant au secrétaire, comptable, pointeau, caissier, employé de bureau, nous l'informons qu'il fera mieux quand il se tasse ses périodes rue du Dôme, de la fermer.

Qu'il soit certain, lui aussi, qu'il y a encore des partisans de l'action directe et de la course à l'échafolote.

A bon entendre salut.

Elvé.

### USINE HOLLANDER ET SON CHOISY-LE-ROI

Dans cette usine on débauche, et cependant que certains font 12 heures par jour, l'usine qui employait, il y a quelques mois, des ouvriers, n'en a plus que 60 et une nouvelle débauche de 30 est prévue. Que font donc les délégués ? C'est ça le syndicalisme ?

Camarades il est temps que vous réagissiez, avec vos camarades licenciés, en liaison avec eux, préparez-vous à la lutte ; vous avez, dites-vous, marre du syndicat. Non ! C'est la politique, ce qu'il faut chasser de notre organisation, ce n'est pas en déchirant vos cartes que vous brisez l'attaque patronale. Voilà ce que vous a conduit la pause. Les divisions intestines doivent faire place à une plus grande cohésion et ce que vous avez arraché par l'action directe doit vous rester acquis.

Souvenez-vous que vos délégués sont révoqués, remplacés par d'autres s'ils sont incapables et avec nous faites revivre le syndicalisme d'action directe et de lutte de classe.

### A L'USINE TESTE A LYON-VAISE

La Section syndicale de l'Usine Teste est, en grande partie, influencée par nos camarades anarchistes. C'est dire que les politiques cherchent à s'y infiltrer, au détriment de l'harmonie. C'est ainsi qu'à une assemblée générale les ouvriers ayant décidé, à l'unanimité, de ne pas récupérer les jours de fêtes légales, le Bureau syndical écrivit à la Direction pour lui dire qu'elle avait toute latitude pour obliger les ouvriers à travailler le samedi, en remplacement du 11 novembre. Notre camarade Michel annonça qu'il démissionnait de son poste de secrétaire, mais, à une assemblée syndicale, il fut maintenu par la pression des travailleurs, qui luièrent copieusement les Massoube et les Dumas, délégués du Bureau syndical, venus pour prêcher le travail du samedi.

Par une manœuvre, les délégués Vial et Robert, utilisant un homme de paille, tentèrent d'organiser un référendum, en s'adressant surtout à des camarades peu instruits des luttes sociales et plus enclins à suivre docilement les délégués. Grâce à cette malhonnêteté, ils obtinrent une certaine majorité et remirent à la Direction de référendum favorable à la récupération. La Direction le fit afficher et décida que l'usine travaillerait. C'était compter sans les anars qui, sous l'impulsion du camarade Michel, organisèrent un piquet de grève, interdirent l'accès de l'usine, corrigèrent les « jaunes » en général et l'ignoble Vial, artisan de cette basse manœuvre, en particulier.

Que cet exemple salutaire fasse comprendre aux vendeurs et aux pleutres que les anars et les syndicalistes révolutionnaires, toujours à la pointe du mouvement prolétarien, savent déjouer leurs sales combines et faire respecter les décisions prises par l'ensemble des compagnons.

Lavorel.

### RECTIFICATION

A propos d'un récent article sur le conflit de « La Soie » nous avons reçu la protestation suivante :

« Les 130 grévistes de la Société « La Soie » en grève depuis 200 jours protestent contre les attaques portées contre leurs délégués et leurs délégués dans le « Libertaire » du 28 octobre.

Déclarant que depuis le début du conflit les délégués n'ont pas cessé de montrer le plus grand dévouement et l'activité la plus inlassable pour faire aboutir les légitimes revendications du personnel ; qu'ils ont toujours montré le plus grand mépris des conséquences personnelles fâcheuses que pouvaient entraîner pour eux les responsabilités qu'ils étaient amenés à prendre comme membres du Comité de grève.

Que n'ont-ils jamais conseillé l'abandon de la lutte, mais au contraire toujours montré à leurs camarades de combat que l'occupation était l'arme essentielle entre nos mains.

Qu'ils ne peuvent être tenus pour responsables de l'évacuation forcée des locaux au 15<sup>e</sup> jour de grève.

Que l'arbitrage rendu ordonne la réintégration de tous les employés, y compris les 10 licenciés, qu'il donne en conséquence entière satisfaction. Mais qu'en présence de la mauvaise volonté des patrons qui refusent d'appliquer la sentence, de l'impunité assurée au patronat par la carence des pouvoirs publics, mauvaise foi, carence dénoncée et prouvée par nos délégués depuis le début de notre mouvement.

Demandant au signataire de l'article du « Libertaire » de bien vouloir leur indiquer des méthodes de lutte plus efficaces, mais de ne pas oublier que ces méthodes devront s'appliquer à des camarades comptant 200 jours de grève et qui ont jamais conseillé l'abandon de la lutte, mais au contraire toujours montré à leurs camarades de combat que l'occupation était l'arme essentielle entre nos mains.

Que les patrons de « La Soie » ferment leur siège social, 155, rue Saint-Denis, lieu de notre occupation.

Demandant également au « Libertaire » de contrôler les renseignements qu'il reçoit et de ne pas démolir les thèses justes qu'il peut défendre par des exemples erronés.

\*\*

Que nos camarades grévistes de « La Soie » soient persuadés que nous n'avons pas pour habitude, au Libertaire, de fuir nos responsabilités et nous leur donnons volontiers acte de leur mise au point. Cependant si notre bonne foi a été surprise par la mauvaise rédaction du texte d'arbitrage concernant la réintégration des 10 camarades licenciés (texte dont les délégués de « La Soie » ont reconnu eux-mêmes l'imprécision), nous tenons à préciser que rien dans nos appréciations ne permet de supposer que nous tenons les délégués pour responsables de l'évacuation des locaux après 155 jours d'occupation.

Nous persistons néanmoins à considérer comme une attitude humiliante, sinon pour les délégués du moins pour le mouvement ouvrier, et comme un grave danger pour le libre exercice du droit syndical la décision prise par les délégués du personnel... afin de faciliter la solution du conflit, qu'ils se démettent de leur mandat et ne posent pas leur candidature pour la nouvelle élection pendant six mois.

C'est là créer un précédent dangereux qui subordonne la volonté ouvrière aux exigences d'un patronat qui veut reconquérir son droit divin.

Demandeur au signataire de l'article de bien vouloir leur indiquer des méthodes de lutte plus efficaces, c'est l'obliger à rappeler que nous n'avons pas attendu qu'on nous les demande pour les indiquer.

Si parmi les camarades de « La Soie » se trouvent des lecteurs assidus de notre journal ils ont pu constater qu'outre nos appels à la solidarité en faveur de leur mouvement nous insistons sur la nécessité de la généralisation des grèves, dans une corporation donnée, pour